

GAZ
**La demande mondiale
connaîtra une «forte»
croissance en 2024**

P 16

IMPORTATION DE BATEAUX D'OCCASION
DE PÊCHE EN HAUTE MER

Les procédures de dédouanement examinées

L'importation de bateaux d'occasion de pêche en haute mer de moins de cinq ans sera bientôt autorisée. Le gouvernement a examiné, hier, lors d'une réunion présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, les procédures ayant trait au dédouanement des navires de pêche de moins de cinq (5) ans pour utilisation en haute mer. P 3



11^e ÉDITION DU SALON
"EMPLOITIC CONNECT"
**Plus de 2500 offres
proposées dans
différentes spécialités**



Plus de 2500 offres d'emploi sont proposées dans différents métiers et niveaux d'instruction dans le cadre de la 11^e édition du Salon de l'emploi "Emploitic Connect" inauguré hier samedi à Alger. Organisé par l'Agence "Emploitic", le Salon qui se tient les 27 et 28 janvier à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger sous le patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance et des Start-up et des Micro-entreprises, se veut un espace de communication entre les entreprises et les demandeurs d'emploi.

P 3

INDUSTRIE SUCRIÈRE
**Un partenariat algéro-
américain**

Pour lancer un projet intégré de production de sucre, Tafadis s'allie à l'américain Reasol. Le partenariat porte notamment sur la culture à grande échelle de la betterave sucrière, sa transformation industrielle et sa commercialisation. Une partie de la production devrait être exportée. Selon le communiqué de Tafadis, le document a été paraphé par les représentants des deux sociétés en marge de la visite d'une délégation d'hommes d'affaires américains en Algérie organisée par le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC).

P 5

PRODUCTION INDUSTRIELLE
HORS HYDROCARBURES
**Légère baisse des prix
au deuxième trimestre
2023**

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national, «se caractérisent par une baisse de 0,6% au deuxième trimestre 2023 par rapport trimestre précédent caractérisé par une baisse sensible de 2,0%», indique l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note.

P 3

AIR ALGÉRIE

**Réunion de travail avec
les agences de tourisme
à Ouargla** P 2

PORT D'ANNABA

**Réalisation prochaine
d'un quai minéralier
connecté à la voie ferrée** P 5

GHARDAÏA

**Sensibilisation pour
l'introduction des cultures
de tournesol et de la
betterave sucrière** P 6

AIR ALGÉRIE

Réunion de travail
avec les agences
de tourisme à
Ouargla

Le Directeur général de la compagnie nationale Air Algérie, M. Yacine Benslimane, a tenu une réunion de travail au niveau de la direction régionale de la compagnie, avec les agences de tourisme de Ouargla et de certaines wilayas avoisinantes, afin d'examiner les voies du renforcement de la coopération entre les deux parties, indique vendredi un communiqué de la compagnie. Cette rencontre qui s'est tenue en présence de cadres de la compagnie et du président de l'Union nationale des agences de tourisme, a permis "à toutes les parties d'évoquer les voies à même de renforcer le partenariat et la coopération et de se concerter autour des prévisions et des orientations des agences de tourisme, étant le premier partenaire de la compagnie nationale, ainsi que d'écouter leurs préoccupations", lit-on dans le communiqué. La réunion "vise à tirer profit des expériences de ces agences, à la lumière des défis auxquels fait face le secteur du transport aérien et de la rude concurrence entre les compagnies aériennes", ajoute le communiqué, soulignant "que ces réunions de travail avec les agences de tourisme permettront de concevoir et de proposer des produits de qualité au profit du client algérien et des touristes dans la région du Sud".

11E ÉDITION DU SALON "EMPLOITIC CONNECT"

Plus de 2500 offres proposées
dans différentes spécialités

Plus de 2500 offres d'emploi sont proposées dans différents métiers et niveaux d'instruction dans le cadre de la 11e édition du Salon de l'emploi "Emploitic Connect" inauguré hier samedi à Alger.

Par S T

Organisé par l'Agence "Emploitic", le Salon qui se tient les 27 et 28 janvier à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger sous le patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance et des Start-up et des Micro-entreprises, se veut un espace de communication entre les entreprises et les demandeurs d'emploi. Réunissant près de 100 exposants parmi les entreprises publiques et privées et les multinationales, activant essentiellement dans les domaines, des finances, des banques, des assurances, de l'industrie et de l'industrie pharmaceutique, l'évènement devra accueillir 20.000

visiteurs avec une moyenne quotidienne de 10.000 visiteurs, selon les organisateurs. En plus des opportunités d'emploi et de formation proposées aux demandeurs d'emploi dans diverses spécialités, les employeurs veillent également à fournir toutes les explications nécessaires aux demandeurs d'emploi. Le Salon abrite également "un espace technologique" regroupant 20 exposants, représentant les start-up et les écoles de formation pour exposer les principaux développements opérés dans le domaine de l'emploi, notamment en ce qui concerne les métiers futurs, comme l'intelligence artificielle. Les entreprises participant à la manifestation ont reçu un nombre important de demandes de travail, notamment par les jeunes fraîchement

diplômes des universités et des instituts de formation spécialisés, dont la plupart aspirent à décrocher leur premier poste d'emploi, a constaté l'APS. Le Salon est aussi une occasion pour plusieurs candidats expérimentés désirant vivre une nouvelle expérience professionnelle pour valoriser leurs acquis. En marge du salon, des ateliers et des conférences sont organisés, animés par des spécialistes en ressources humaines dans le but d'orienter les demandeurs d'emploi et de les informer des nouveautés dans le domaine de l'emploi et de l'entrepreneuriat, notamment en ce qui concerne le dispositif de l'auto-entrepreneur.

ÉCOLE SUPÉRIEURE ALGÉRIENNE DES AFFAIRES

Cérémonie de remise des diplômes à 300 étudiants

L'École Supérieure Algérienne des Affaires (ESAA) a célébré hier au sein de l'institution, la réussite de ses étudiants lors de la cérémonie de remise des diplômes de la promotion intitulée "Miriam MA-KEBA", rassemblant environ 300 étudiants qui ont brillamment conclu leur parcours académique. Au cours de cette cérémonie mémorable, diverses promotions sont honorées, mettant en avant les réussites exceptionnelles de l'ensemble des lauréats provenant de différentes spécialités. Celle-ci couvre tous les niveaux (Licence, Master, MBA et EMBA). L'ESAA réitère ainsi son engagement inébranlable envers ses promesses, mettant en exergue ses

valeurs fondamentales d'Excellence, d'Innovation et d'Esprit d'équipe pour façonner les talents de demain. Dans son allocution d'ouverture, M. Karim KIARED, Directeur Général de l'École Supérieure Algérienne des Affaires a indiqué que «nous sommes réunis pour célébrer non seulement la réussite individuelle de chacun de vous, mais aussi la force de notre communauté éducative. Les diplômes que vous recevez aujourd'hui, que ce soit pour vos licences, masters ou MBA, ne sont pas seulement des documents académiques, ils symbolisent le dévouement, la persévérance et l'excellence que vous avez démontrés tout au long de votre parcours. Miriam MA-

KEBA a consacré sa vie à la lutte pour les droits, la justice et l'égalité. En la choisissant comme référence, nous honorons son héritage en vous encourageant à utiliser vos connaissances et compétences acquises pour apporter une plus-value certaine dans votre vie professionnelle et rayonner dans notre société». Cette cérémonie de remise des diplômes, marquée par une ambiance empreinte d'émotion, réunit plus de 1000 participants dont les cadres de l'école, les enseignants, les responsables de formation. Ont été également présents des représentants éminents des institutions publiques et privées, ainsi que des entreprises sponsors tels que FA-

DERCO, la Société Générale Algérie (SGA) et la Société Nationale d'Assurance (SAA), qui ont joué un rôle essentiel dans la réussite de cet événement. Plus de 300 lauréats intègrent désormais la communauté des alumni de l'ESAA, qui compte déjà plus de 3200 membres. La cérémonie de remise des diplômes s'est clôturée par la reconnaissance des majors de promotion, suivie de leurs témoignages, apportant ainsi une touche inspirante à cet événement inoubliable. La cérémonie a été également l'occasion de présenter la rétrospective de l'année 2023 avec des réalisations significatives de l'école et ses étudiants.

RÉCUPÉRATION DES IDENTIFIANTS D'ACCÈS À LA PLATEFORME NUMÉRIQUE "TAMTHILIYA"

Les syndicats appelées à se rapprocher du ministère du Travail

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale a invité, jeudi dans un communiqué, l'ensemble des organisations syndicales enregistrées à se rapprocher de ses services pour

recupérer les identifiants d'accès à la plateforme numérique "Tamthiliya" dédiée à l'appréciation des éléments de leur représentativité syndicale. "Dans le cadre de l'application des dispositions de loi N 23-02

du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical, ainsi que les dispositions du décret exécutif N 23-359 du 17 avril 2023 fixant les modalités d'appréciation de la représentativité des organisations

syndicales et le contenu des indicateurs statistiques relatifs à leurs adhérents, notamment les dispositions de l'article 5, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale porte à la connaissance de

l'ensemble des organisations syndicales enregistrées le lancement de la nouvelle version de la plateforme numérique +Tamthiliya+ dédiée à l'appréciation des éléments de leur représentativité syndicale".

SALON DIGITECH DU 27 AU 29 JANVIER À L'ESHRA

Participation de PROARCHIVE Solutions

Fidèle à son engagement pour la promotion de la transformation digitale, notamment dans le cadre événementiel, PROARCHIVE Solutions prend part, du 27 au 29 janvier à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de la restauration d'Alger (ESHRA), lors de DIGITECH, le Salon du Digital et Technologie, considéré comme « le salon référence des nouvelles technologies, Digital et monétique en Algérie », indique la société dans un

communiqué. La participation de PROARCHIVE Solutions revêt un caractère double, ajoute la même source. Premièrement, en tant qu'exposant au stand D8, où la société spécialisée dans la gestion électronique des documents (GED), la dématérialisation, l'archivage électronique des documents et le traitement physique des documents, aura le plaisir de présenter les solutions qu'elle maîtrise avec excellence. D'ail-

leurs, ces solutions ont déjà répondu aux besoins d'une clientèle principalement issue du secteur de l'Oil&Gas. Une référence étendue dans ce secteur témoigne du savoir-faire de l'équipe de PROARCHIVE Solutions en matière de mise à disposition des éléments techniques, normatifs et formatifs pour relever les défis liés à la transformation digitale. Secondement : PROARCHIVE Solutions participera au pa-

nel prévu le 29 janvier, vers les coups de 14 heures, intitulé « La transformation digitale : enjeux et défis ». Et c'est Manel Hanifi, la directrice générale de PROARCHIVE Solutions, qui prendra la parole pour mettre en valeur son parcours dans le domaine de la transformation digitale, acquis bien avant la création de PROARCHIVE Solutions en 2016, conclut-elle.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

IMPORTATION DE BATEAUX D'OCCASION DE PÊCHE EN HAUTE MER

Les procédures de dédouanement examinées

L'importation de bateaux d'occasion de pêche en haute mer de moins de cinq ans sera bientôt autorisée. Le gouvernement a examiné, hier, lors d'une réunion présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, les procédures ayant trait au dédouanement des navires de pêche de moins de cinq (5) ans pour utilisation en haute mer.

Par Sirine R

À travers cette mesure le gouvernement encourage la pêche en haute mer afin d'augmenter la production nationale et de répondre à la forte demande en matière de produits halieutiques. Ainsi, cette mesure qui a été prise en avril 2023 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une réunion du Conseil de ministre, permettra aux professionnels de la pêche d'acquérir des bateaux d'occasion à des prix compétitifs et de renforcer la flotte nationale maritime de pêche. Actuellement, l'Algérie dispose, dans le domaine de la pêche et de la production halieutiques, de 5.800 navires de diverses dimensions. Mais en matière de pêche en haute mer, le pays ne dispose que de 31 bateaux spé-

cialisés et équipés pour la pêche au thon. Pour l'année en cours, le ministère de la Pêche ambitionne d'atteindre 135.000 tonnes de production halieutique en 2024. Dans le détail, près de 15.000 tonnes dans le cadre de l'aquaculture et de 120.000 tonnes dans le cadre de la pêche, avait indiqué le ministre de Ahmed Badani, en rappelant que la production totale (pêche, aquaculture et pêche au thon rouge) enregistrée en 2023 (jusqu'à novembre) était de 112.000 tonnes. Le ministre a passé en revue les quantités de production prévues dans la stratégie du secteur à l'horizon 2030, notamment l'objectif de 100.000 tonnes/an dans l'aquaculture, dont 40.000 tonnes/an dans l'aquaculture marine et 60.000 tonnes/an dans l'aquaculture d'eau douce. S'agissant de la pêche, le ministère a tracé

des objectifs de 140.000 tonnes/an, dont 100.000 tonnes/an dans le cadre de la pêche côtière et au large, de 31.000 tonnes/an dans le cadre de la pêche au titre d'un accord avec la Mauritanie, et de 9.000 tonnes/an dans le cadre de la pêche en haute mer (eaux internationales). Concernant l'approvisionnement du marché en produits de base, le gouvernement a examiné les mesures prises dans ce cadre. « Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, ce jour, 27 janvier 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à la présentation de communications sectorielles relatives au suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République concernant les mesures et dispositions prises dans le cadre de l'approvisionnement et la régulation du marché en produits de base », lit-

on dans un communiqué des services du Premier ministre. Le Gouvernement a également entendu une communication sur la révision et l'enrichissement du contenu du statut particulier et du régime indemnitaire du corps des Imams à l'instar des statuts et régimes indemnitaires des corps relevant de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la santé ordonnés par Monsieur le Président de la République lors du Conseil des ministre du 24 décembre 2023, devant être tranchés durant le mois de février prochain. Le Gouvernement a également examiné un nombre de projets de textes exécutifs relatifs à l'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles visant à réduire les accidents de la route.

PRODUCTION INDUSTRIELLE HORS HYDROCARBURES

Légère baisse des prix au deuxième trimestre 2023

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national, «se caractérisent par une baisse de 0,6% au deuxième trimestre 2023 par rapport trimestre précédent caractérisé par une baisse sensible de 2,0% », indique l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note. En effet, l'évolution des prix au deuxième trimestre 2023 et par rapport à la même période de l'année précédente, se situe à -0,1%. Les principales caractéristiques de l'évolution des prix à la production industrielle du secteur public national, au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, se résument comme suit : Le secteur de l'énergie enregistre une nouvelle baisse de 0,5% au cours de ce deuxième trimestre 2023,

proche de celle relevée au trimestre précédent, soit -0,9%. Après une baisse de 11,2% inscrite au trimestre précédent, le secteur des Mines et Carrières continue dans la même tendance et enregistre un nouveau taux sensible de -7,0% au cours de ce deuxième trimestre 2023. Cette tendance résulte essentiellement du recul des prix constatés au niveau de la branche de l'extraction du minerai de phosphate (-8,2%) et d'un degré moindre de ceux de la branche de l'extraction du minerai des matières minérales, soit -1,2%. Les prix à la production au niveau des ISMMEE marquent une évolution de +4,0% au cours de ce deuxième trimestre de l'année 2023, après avoir baissé de 3,8% au trimestre écoulé. La hausse de 11,0% relative à la

fabrication des biens intermédiaires métallique, mécaniques et électriques contre une baisse de 17,0% relevée au trimestre précédent, a largement influé sur ce résultat, ainsi que de celle constatée au niveau de la production, transformation des métaux non ferreux avec un taux de +7,3%, un taux plus sensible que celui accusé au trimestre précédent, soit +6,5%. Avec une variation de - 0,9%, les prix à la production au niveau du secteur des Matériaux de Construction continuent de baisser au cours du 2ème trimestre 2023 par rapport au premier, définit par un taux de -0,4%. Ce recul est dû principalement, à la baisse des prix des produits en ciment et matériaux de construction divers qui enregistrent une variation de -5,8%, contre celle de -

1,9% observée au trimestre précédent. Idem, après une stagnation relevée au trimestre précédent, une baisse de 1,8% décrit les Industries Chimiques au cours du deuxième trimestre 2023 qui se justifie, essentiellement, par la baisse de 10,7% inscrite au niveau de la fabrication des autres produits chimiques. D'un degré moindre, la chimie organique de base baisse d'un taux de -1,0%. Contre une croissance de +1,2% relevée au trimestre précédent, les prix au niveau du secteur des Industries Agro-Alimentaires diminuent sensiblement et enregistrent un taux de -3,4% au cours de ce deuxième trimestre 2023. Ce recul émane principalement de la baisse des prix des produits alimentaires pour animaux (-7,0%) et à un de-

gré moindre de celle du travail de grains (-2,0%). Une accélération du rythme de hausse définit le secteur des Industries des Textiles, qui passe d'un taux de +1,6% au 1er trimestre 2023 à un taux de +3,3% au 2ème trimestre 2023. Ceci se justifie essentiellement par le niveau des prix affiché par la fabrication des biens de consommation du textile qui croit d'un taux de +6,1%, contre un taux de +0,6% relevé au trimestre précédent. Egalement, de faibles baisses concernent le reste des secteurs d'activité durant ce deuxième trimestre 2023. L'Industrie des Cuirs (-0,2%) et l'Industrie des Bois (-0,4%). Une stagnation des prix est relevée pour les Industries Diverses.

Sirine R.

EXPLOITATION DES TERRES RELEVANT DES DOMAINES DE L'ETAT

8.080 contrats de partenariat

Le nombre total des contrats de partenariat conclus dans le cadre de l'exploitation des terres relevant des domaines de l'Etat, conformément à la loi 03/10 fixant les conditions d'exploitation des terres relevant des domaines de l'Etat, s'élève à 8.080 contrats de partenariat couvrant une superficie totale de 89.369 hectares, a indiqué jeudi le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa. Lors d'une session consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Cherfa a fait savoir que les terres agricoles relevant des domaines de l'Etat ont connu une grande dynamique au cours des dernières années grâce à l'activation du processus de partenariat en vertu de l'article 21 de la loi 10/03 fixant les conditions d'exploitation des terres relevant des domaines de l'Etat, qui vise à renforcer les capacités de production des exploitations agricoles et leur modernisation, contribuant ainsi à l'enregistrement de demandes d'investissement dans le secteur agricole. L'article 21 de la loi 10/03 stipule que "les in-

vestisseurs agricoles peuvent conclure un contrat de partenariat (...) avec des personnes physiques ou morales de nationalité algérienne ou des personnes morales soumises à la législation algérienne (...)". Selon M. Cherfa, les contrats conclus sont répartis selon les taux de partenariat, où 99/1% des contrats sont conclus en partenariat, soit 2.740 contrats au total couvrant une superficie de 26.900 hectares (soit 34%), ajoutant que 3.784 contrats ont été conclus avec un taux de 66/34%, couvrant une superficie de 43.327 hectares (soit 47%). En ce qui concerne les autres taux, 1.556 contrats ont été conclus, couvrant une superficie de 19.000 hectares (soit 19%). Répondant à une question du député Bouzeghla Djamel (Indépendants), le ministre a souligné l'importance de la publication des contrats de partenariat conclus dans le cadre des dispositions de l'article 21 de la loi 10/03, les parties concernées ayant été contactées à cet effet, ajoutant que les procédures de publication des contrats relèvent des missions

de la Conservation foncière sur l'ensemble du territoire national, conformément à la réglementation en vigueur. Il a, en outre, rappelé les dispositions de l'article 62 de la circulaire interministérielle 1.809 du 5 décembre 2017 portant procédures de mise en œuvre du droit de concession sur les terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, qui stipule la nécessité pour l'investisseur de respecter le taux de 34% de partenariat fixé à cet effet. Concernant la délivrance de la carte d'agriculteur aux partenaires, M. Chorfa a indiqué qu'une instruction avait été donnée aux Chambres nationales d'agriculture pour permettre au partenaire d'obtenir la carte d'agriculteur, qu'il s'agisse d'un partenariat saisonnier ou pluriannuel, dans le cadre des facilités accordées pour l'obtention des cartes d'agriculteur, qui s'inscrivent dans le cadre de la numérisation du secteur. S'agissant de la division équitable des terres collectives (sortie de l'indivis), les investisseurs agricoles sont autorisés de former des

exploitations individuelles, conformément à l'article 11 de la même loi, afin de limiter les conflits et les divisions effectives, à condition que le partage ou la division individuelle ne soit pas effectuée si l'opération affecte la rentabilité de la terre agricole. Le ministre a, également, souligné qu'il "est peut-être temps de réexaminer les lois qui régissent le secteur agricole pour les adapter aux développements survenus en la matière". Répondant à une deuxième question du député Khenissi Abdellah (El-Fadjr Al-Jadid), le ministre a fait savoir que 10 chambres d'Agriculture avaient été créées dans les nouvelles wilayas du sud, afin de les rapprocher du citoyen, et ce, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'instar de la Chambre de In Guezzam et la désignation de son Secrétaire général, avec l'adoption de 580 cartes d'agriculteur à son niveau, outre l'instruction donnée par le secteur pour élire son président et le Bureau qui l'accompagnera.

TECHNOPOLE
CONSTANTINE HILL

Domiciliation de 34 startups et projets innovants

Trente-quatre (34) startups et projets innovants ont bénéficié jeudi de décisions de domiciliation et attestations d'hébergement au niveau du Technopôle Constantine Hill de l'Université Salah Boubnider (Constantine-3), a indiqué jeudi, Widad Salhi, responsable du Technopôle.

Au cours d'une rencontre tenue à l'auditorium de la Faculté des arts et de la culture de l'Université Salah Boubnider, la même cadre a précisé qu'il s'agit de la deuxième promotion de porteurs de projets innovants (26) et de startups (8), diplômés des universités de Constantine et de certaines autres universités du pays dans le cadre de l'arrêté ministériel 1275 (un diplôme- startup-brevet d'invention). La même intervenante, également membre de la Commission de coordination pour le suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires a affirmé que la concrétisation de ces projets innovants et l'accompagnement de startups est "le fruit du succès de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique d'encouragement de l'innovation pour faire de l'université un e locomotive du développement économique".

Elle a souligné que les promoteurs de ces projets bénéficient gratuitement d'espaces pour une période d'accompagnement de deux ans renouvelables. Elle a rappelé que dans une première étape, 10 startups avaient été domiciliées, précisant que les porteurs de ces projets bénéficient d'un programme spécial pour concrétiser leurs idées et en assurer le développement sur le marché, affirmant la détermination de l'Etat à encourager les startups en tant de facteur de développement de l'économie nationale.

Ces startups et projets innovants concernent, selon Mme Salhi, plusieurs domaines dont celui de la technologie de la santé et ses applications incluant notamment un robot de rééducation fonctionnelle des membres supérieures de l'homme, un système de détection des incendies et autres produits labélisés pour l'enseignement, la robotique éducative, l'énergie, l'environnement, l'économie de l'eau et l'agriculture. De son côté, Chaabane Baïtache, coordonnateur régional à la Commission de coordination pour le suivi de l'innovation, représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a rappelé qu'en 2023, pas moins de 407 labels ont été attribués et 1.400 brevets d'invention déposés à l'INAPI dans le cadre de l'arrêté 1275 améliorant l'indice de l'université en termes d'innovation et d'amélioration de la compétitivité économique. Le directeur de l'accélérateur des startups A.Venture, Ali Zerouki, a estimé que l'université algérienne est un réservoir de jeunes ambitieux aspirants à concrétiser des startups compétitives sur les marchés national, africain et mondial par l'exploitation des nouvelles technologies.

R E.

NOUVEAU SYSTÈME INFORMATIQUE DES DOUANES

Traitement de plus de 1.650 déclarations en trois mois

Les services des Douanes algériennes ont traité plus de 1.650 déclarations en douane au niveau du nouveau système informatique des Douanes qui connaît une tendance haussière depuis son lancement en novembre 2023.

Par S T/Agence

Selon un exposé présenté par des responsables des douanes algériennes, lors des activités célébrant la journée internationale de la douane, organisées jeudi au cercle nationale de l'armée (Alger), l'utilisation du nouveau système informatique a connu une expansion progressive auprès de ses utilisateurs, entre transitaires et déclarants, "le nombre des déclarations en douane ayant connu une tendance à la hausse à compter de novembre 2023 jusqu'à janvier 2024, atteignant 1.659 déclarations".

Les déclarations en douanes ont atteint 33 déclarations en novembre 2023 et 126 en décembre, tandis que 1.500 déclarations ont été enregistrées au cours de ce mois de janvier. Selon les explications fournies, ce nouveau système informatique facilitera les démarches administratives à travers le dédouanement et le paiement électroniques, ajoutera de la transparence aux processus de gestion, fournira des informations en temps réel et permettra à l'opérateur économique de suivre le processus de dédouanement des marchandises.

D'autre part, les services des douanes ont réalisé des recouvrements et des contributions au trésor public d'un montant de plus de 1.240 milliards DA en 2023, contre 1.148 milliards DA en 2022, soit une hausse de 8, 2%.

Selon un exposé sur les perspectives de

l'activité douanière en Algérie, les Douanes aspirent, en termes de législation, à poursuivre la révision des législations et à les adapter aux exigences du contexte national et international et de celles liées à la numérisation, conformément aux décisions des autorités supérieures liées notamment au commerce extérieur, essentiellement en matière d'exportation hors hydrocarbures.

Dans le domaine du partenariat et du développement institutionnel, les Douanes œuvrent à renforcer le partenariat avec les secteurs et instances ministérielles contribuant à la chaîne logistique du commerce extérieur, à travers l'adoption et l'activation du guichet unique, outre l'intensification de la coopération avec les instances de contrôle en matière de lutte contre la fraude et la contrebande, en se référant aux mécanismes de renseignement et d'échange d'informations avec les instances sécuritaires.

Sur le plan international, les douanes participent à l'établissement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) et la consolidation du partenariat en élevant les niveaux de coopération douanière à travers l'établissement de conventions de partenariat bilatéraux, en sus des échanges d'informations et d'expertises dans le domaine des législations et des bases de données douanières, tout particulièrement avec les partenaires commerciaux.

Concernant la restructuration de ses

structures en adéquation avec les mutations économiques et numériques, le secteur douanier vise à restructurer ses structures à travers la mise en place de Directions centrales garantissant la surveillance des hydrocarbures, la gestion financière, et la sécurisation des appareils spéciaux et des appareils électroniques. Lors de son allocution à cette cérémonie, le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a salué le rôle des douanes algériennes dans la protection de l'économie nationale, soulignant l'importance du programme de la numérisation lancé par son département ministériel pour promouvoir le service public et faciliter les procédures et les transactions administratives. Il a indiqué que le corps des douanes joue un rôle "efficace et important" dans la mise en œuvre de la politique économique, en contribuant à la protection de l'économie nationale et des citoyens, outre l'attraction des investissements, la lutte contre la corruption, et par conséquent la construction de l'économie. Il a en outre affirmé que cet appareil joue un rôle important dans l'élaboration de la politique générale du pays, dans son volet économique, et dans la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement, "qui s'appuie sur la contribution efficace des douanes algériennes, étant l'un des piliers fondamentaux de l'économie nationale, notamment en instaurant les cadres nécessaires pour encourager le produit national, a-t-il ajouté.

DOUANES ALGÉRIENNES

Mutations stratégiques à l'horizon

Le Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouché, a affirmé, jeudi à Alger, que les Douanes algériennes s'apprêtaient à relever des défis futurs dont des mutations stratégiques importantes, à la faveur de la planification prospective et de la valorisation de la ressource humaine. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée internationale des douanes, célébrée le 26 janvier de chaque année, organisée au Cercle nationale de l'Armée, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence de membres du Gouvernement, de hauts responsables d'Etat, d'organisations patronales et de cadres du secteur, M. Bakhouché a fait savoir que "le corps des Douanes connaîtra des mutations stratégiques importantes visant la réalisation de plusieurs objectifs dont la création d'un système de gestion basé sur la planification prospective et l'évaluation de la réalisation des objectifs impliquant des indicateurs de mesure de la performance". Cette tendance repose essen-

tiellement sur "le rôle vital de la ressource humaine et l'importance du partenariat avec l'ensemble des secteurs et des acteurs, outre le renforcement des mécanismes du contrôle douanier sous toutes ses formes, parallèlement à la facilitation du commerce internationale au niveau des frontières pour améliorer le climat d'investissement", a-t-il ajouté. Les Douanes algériennes aspirent à devenir "un pôle régionale en matière de formation douanière, notamment avec l'intérêt croissant de plusieurs pays frères et amis, y compris des Etats arabes et africains, à former leurs agents dans les différentes écoles douanières algériennes, dont les programmes pédagogiques sont élaborés et assurés par des cadres compétents", a poursuivi M. Bakhouché. Dans le cadre du renforcement de la coopération institutionnelle en vue de protéger l'économie nationale contre toute forme de fraude, de contrebande et de criminalité transnationale, les Douanes algériennes s'emploient à actualiser certains accords conclus

dans divers domaines, notamment ceux relatifs à l'échange d'expertise et d'informations ainsi qu'à la formation et à la simplification des procédures administratives. A cet égard, M. Bakhouché a ajouté que ses services visaient à "élargir leurs relations participatives en établissant de nouveaux liens (...) leur permettant d'être au diapason des changements économiques qui nécessitent la conjugaison de tous les efforts".

Saisie de plus de 10 tonnes de kif traité en 2023

Evoquant les réalisations des douanes au cours de l'année 2023, M. Bakhouché a affirmé que ses services avaient enregistré "un bilan qualitatif" en termes de lutte contre la contrebande sous toutes ses formes en coordination avec les différents corps sécuritaires, en tête desquels l'Armée nationale populaire (ANP), d'où la mise en échec de nombreuses tentatives criminelles d'introduction de ces substances toxiques en Algérie, précisant, que plus de 67 kg de

cocaïne et de 10 tonnes de kif traité ont été saisies dans ce cadre".

Dans le souci de de réaliser la transition numérique, l'une des priorités des Douanes algériennes, le responsable a rappelé l'inauguration récente du Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (CNTSID), qui va permettre "d'établir des liaisons avec les systèmes informatiques des différents partenaires et acteurs de la chaîne logistique du commerce extérieur, ce qui facilitera l'échange d'informations entre les opérateurs économiques et les instances gouvernementales en lien avec l'activité douanière".

A cette occasion M. Bakhouché a salué les efforts consentis par les employés du secteur au service de l'économie nationale et du citoyen, réitérant " la mobilisation permanente et constante de ses services dans le but de promouvoir l'activité douanière en coordination avec tous les acteurs en vue d'un encadrement optimal du commerce extérieur".

R E.

INDUSTRIE SUCRIÈRE

Un partenariat algéro-américain

Pour lancer un projet intégré de production de sucre, Tafadis s’allie à l’américain Reasol. Le partenariat porte notamment sur la culture à grande échelle de la betterave sucrière, sa transformation industrielle et sa commercialisation. Une partie de la production devrait être exportée. Selon le communiqué de Tafadis, le document a été paraphé par les représentants des deux sociétés en marge de la visite d’une délégation d’hommes d’affaires américains en Algérie organisée par le Conseil d’affaires algéro-américain (USABC).

Par Reda Hadi

Les relations d’affaires portent leurs fruits, et selon des sources concordantes, d’autres prêts en cours de discussion, seront bientôt finalisés. Aussi, le document a été paraphé, en marge d’une rencontre entre le groupe Madar et une délégation d’affaires américaine qui effectue depuis le 21 janvier courant une visite en Algérie, organisée par le Conseil d’affaires algéro-américain (USABC), pour explorer des opportunités d’investissement. Selon la même source, ce mémorandum d’entente, qui « jettera les bases d’un partenariat stratégique entre Tafadis et Reasol, firme texane réputée dans le domaine agroalimentaire », porte sur le développement d’un projet intégré allant de la culture « à grande échelle » de la betterave sucrière jusqu’à sa transformation industrielle, afin de produire « un sucre blanc 100% algérien répondant aux meilleurs standards internationaux », a indiqué l’entreprise algérienne dans son communiqué. Le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique a inspecté les tra-

vaux réalisés depuis le transfert de cette usine au portefeuille du groupe Madar après sa confiscation par décisions définitives de justice. Les travaux connaissent un rythme très avancé, puisqu’ils devraient être achevés à la fin de l’année en cours, et l’usine entrera bientôt en exploitation au début de 2024. Il est prévu que l’usine occupera plus de 1 200 emplois, dont 500 emplois directs, car l’usine est équipée des technologies les plus récentes et les plus modernes dans le domaine pour assurer une production de haute qualité. Ce projet contribuera également à atteindre l’autosuffisance nationale en sucre et orienter le surplus vers l’exportation. Tafadis a par ailleurs indiqué qu’elle ambitionne de conquérir de nouveaux marchés à l’export, dont notamment le marché américain. Filiale du conglomerat industriel public Madar, Tafadis a été officiellement lancée en mars 2023 avec un capital initial de 10 milliards de dinars (74,3 millions de dollars) pour opérer dans le domaine du raffinage, de la production et de la commercialisation de sucre. Son usine de raffinage est dotée d’une capacité de production de 2000 tonnes de sucre par jour.

Notons que l’Algérie est le premier importateur de sucre du continent africain et le 5e à l’échelle mondiale derrière l’Indonésie, la Chine, les Etats-Unis et le Bangladesh avec une moyenne annuelle d’environ 2,3 millions de tonnes. Selon les données compilées sur la plateforme Trademap, la facture des achats de la denrée a atteint plus de 777 millions de dollars en 2021. Avec la signature de ce mémorandum, la firme algérienne signe un bel exploit. Celle-ci à travers ce partenariat «stratégique», ambitionne de conquérir de nouveaux marchés à l’export et pénétrer notamment le marché américain, souligne-t-on. Fondée par le groupe Madar en 2022 avec un capital initial de 10 milliards de dinars, Tafadis active dans le domaine du raffinage, de la production et de la commercialisation de sucre (blanc, roux et liquide). La société, dotée d’une raffinerie «ultramoderne», affiche une capacité de production mixte de 2000 tonnes par jour. Pour sa part, Reasol active principalement dans l’industrie du pétrole et du gaz, en proposant des solutions et produits spécialisés pour les marchés mondiaux de l’énergie et des infrastructures.

ENERGIE

Arkab visitera dès aujourd’hui trois wilayas du Sud

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, effectuera dimanche et lundi prochains une visite de travail et d’inspection dans les wilayas de Ghardaïa, Laghouat et El Menia, a indiqué samedi un communiqué du ministère. Au cours de sa visite, le ministre sera accompagné de cadres du ministère, des directeurs généraux des Groupes Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que de cadres du secteur, a précisé la même source. M. Arkab procédera, à cette occasion, à la mise en service, au lancement et à l’inspection de nombreuses infrastructures énergétiques, dont les projets gaziers et les centrales électriques. Il donnera, également, le coup d’envoi de la réalisation de projets de raccordement au gaz naturel et à l’électricité, au profit notamment de la population et des exploitations agricoles. M. Arkab supervisera, aussi, la mise en service de nombre de projets de santé et de formation relevant des entreprises du secteur, tout en donnant le coup d’envoi de la réalisation d’autres infrastructures et projets. Le ministre devra, en outre s’enquérir de la situation des activités et de la recherche minière dans ces wilayas, conclut le communiqué.

PORT D’ANNABA

Réalisation prochaine d’un quai minéralier connecté à la voie ferrée

La réalisation, dans le port d’Annaba, d’un quai minéralier connecté à la voie ferrée sera entamée "avant fin février prochain", dans le cadre du projet d’expansion de ce port qui inclut une partie du Projet Phosphates intégré, a appris l’APS samedi, du directeur de l’Agence nationale d’études et de réalisation d’infrastructures portuaires, Amar Grine. Rappelant l’approbation par le Conseil des ministres, lors de sa réunion de mercredi dernier sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

d’un marché de gré à gré pour l’expansion du port d’Annaba et la réalisation d’un quai minéralier connecté à la voie ferrée "eu égard au caractère urgent du projet", le même responsable a indiqué que le projet d’expansion du port d’Annaba "représente une partie stratégique" du grand Projet Phosphates intégré qui concerne quatre wilayas de l’Est du pays, à savoir Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba, et qui vise à diversifier et à promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Les travaux devant débuter avant la fin du mois prochain portent sur la réalisation d’un

quai minéralier d’une longueur de 1.600 mètres et d’une profondeur de 16 mètres qui permettra l’accostage de navires de transport de phosphate et de cargos de taille importante, a précisé M. Grine. Le quai, à réaliser dans la partie est du port d’Annaba, couvrira une superficie de 82 hectares sur la terre ferme, selon le même responsable qui a expliqué que l’Agence qu’il dirige supervisera les travaux qui seront menés par des entreprises spécialisées dans les travaux maritimes et la réalisation de ports. Le délai imparti à la construction du quai minéralier est de "24

mois", a encore fait savoir M. Grine, soulignant que l’aménagement du quai et son équipement en vue de l’activité d’exportation seront "pris en charge par la société devant exploiter et valoriser le phosphate dans le cadre du Projet Phosphates intégré". Le port d’Annaba, qui occupe actuellement 130 hectares, est l’un des ports algériens les plus importants en termes d’activités d’exportation hors hydrocarbures, selon les informations recueillies par l’APS. L’infrastructure, qui comprend 22 postes à quai, a réalisé en 2023, un volume total d’exportations hors hydrocarbures de

plus de 4 millions de tonnes de marchandises diverses (produits sidérurgiques, engrais phosphatés, clinker et produits de l’agriculture et de la pêche). Des exportations effectuées par des opérateurs économiques publics et privés activant dans plus de 17 wilayas de l’est du pays, selon les données fournies par les gestionnaires du port. Le Projet Phosphates intégré, plus grand projet d’investissement dans le domaine des engrais, consolidera l’importance économique du port d’Annaba en matière d’exportations hors hydrocarbures, a-t-on noté.

MÉDICAMENTS

Le ministère rassure sur la disponibilité de l’anticoagulant «acenocoumarol 4mg»

Le ministère de l’Industrie et de la Production pharmaceutique a rassuré, samedi dans un communiqué, quant à la disponibilité continue du médicament anticoagulant "acenocoumarol 4mg", prescrit notamment pour certains malades atteints d’affections cardiologiques. A ce sujet, les services du ministère attirent l’attention sur l’existence de plus de 150.000 UV sur le marché national dont 110.000 en stock et 40.000 boîtes livrées la semaine passée, est-il précisé

dans le communiqué. Tout en rappelant que "l’origine de la tension sur ce produit est due à des facteurs exogènes de non accessibilité du produit Priniceps " Sintrom" à l’importation, le ministère a affirmé avoir pris "l’ensemble des mesures nécessaires pour s’approvisionner du produit générique importé "Novarol" depuis une source différente". Les services du ministère ont également assuré, dans le communiqué, avoir continué "le travail en coordination avec les établissements phar-

maceutiques afin de varier les sources d’approvisionnement à l’importation et pour localiser la production de ce médicament essentiel". "Nous informons que le même produit actuellement importé (Novarol) est en cours de passage à la fabrication locale, dont le début de la fabrication est prévue pour le mois de février après la finalisation des contrôles nécessaires et l’obtention de la décision d’enregistrement par l’Agence nationale des produits pharmaceutiques", a-t-on sou-

tenu de même source. Par ailleurs, le ministère de l’Industrie pharmaceutique a affirmé continuer "sa démarche inclusive et participative qu’il adopte avec toutes les parties prenantes de la chaîne pharmaceutique, fabricants, distributeurs, médecins et pharmaciens d’officines à travers l’observatoire de veille", et la "lutte contre toutes les pratiques commerciales illégales de spéculation et de vente concomitante afin de préserver la santé des citoyens". R E.

RAMASSAGE SCOLAIRE
À BENBADIS
(CONSTANTINE)
On se mobilise
pour les enfants

Le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de Benbadis, a récemment pris des mesures urgentes pour remédier aux difficultés de transport scolaire rencontrées par les élèves de la localité de Chaâbet El Karam.

Ces élèves font face à des conditions difficiles pour rejoindre quotidiennement les points de ramassage des bus, notamment un parcours de 2,5 kilomètres à travers des terrains boueux, sous la pluie, le froid, dans l'obscurité, et sous la menace d'attaques de chiens errants.

Les parents des élèves ont sollicité l'intervention du maire et du wali pour aménager une route viable et carrossable permettant aux bus de transport scolaire d'atteindre les groupements d'habitations. Ils ont souligné que leurs enfants, rentrant à la maison vers 18h, sont donc épuisés et manquent d'énergie pour réviser leurs cours, ce qui a un impact négatif sur leurs résultats scolaires.

Le maire a pris connaissance de ces conditions difficiles lors d'une visite à Chaâbet El Karam, et dans une déclaration à la presse, il a affirmé avoir pris des mesures urgentes pour résoudre ces problèmes. « Aujourd'hui même, l'opération d'aménagement provisoire de la route, permettant aux véhicules de transport scolaire de se rapprocher des habitations des élèves a été lancée. Des discussions ont également été engagées avec les responsables de la commune voisine d'El Khroub afin de collaborer pour résoudre les problèmes des élèves vivant à la frontière administrative des deux communes, en attendant la prise en charge de l'aménagement complet et le goudronnage de la route en question », a affirmé le maire .

GHARDAÏA

Sensibilisation pour l'introduction des cultures de tournesol et de la betterave sucrière

Une campagne de sensibilisation autour de l'introduction des cultures de tournesol et de la betterave sucrière dans la région de Ghardaïa a été lancée par la wilaya de Ghardaïa, avec le soutien technique de l'agriculture, approuvée jeudi des services de la wilaya.

Présidé par le wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, ce comité a entamé des visites sur le terrain pour plaider sur la nécessité d'établir une base pour la promotion et l'introduction des cultures stratégiques notamment le tournesol, ingrédient indispensable à la production de l'huile végétale, la betterave sucrière pour la production du sucre ainsi que la céréaliculture en vue de réduire la dépendance de l'étranger en matière d'huile végétale et de sucre, a-t-on expliqué. Lors d'une visite dans la région nord de la wilaya (Guerrara et Berriane), le wali a exhorté les agriculteurs à instaurer une "véritable" culture de graines de tournesol et de la betterave à même de favoriser sa vulgarisation vu que la région dispose d'un énorme potentiel agricole. Le wali a, dans une déclaration à l'APS lors de cette visite, révélé que les autorités du pays s'attellent à augmenter les

superficies consacrées aux cultures du tournesol et de la betterave sucrière, et à leur modernisation pour "instaurer une véritable culture intensive de ces produits". En réponse à la volonté des pouvoirs publics d'intensifier les cultures stratégiques, la wilaya de Ghardaïa compte consacrer près de 1500 hectares à la culture des graines de tournesol, a indiqué le même responsable, avant d'ajouter que 200.000 hectares répartis entre les wilayas d'Ouargla, El Meniaâ et de Ghardaïa seront dédiés à la culture de la betterave sucrière et formeront un pôle agroalimentaire de production du sucre. Le chef de l'exécutif a présenté aux agriculteurs, lors de ses visites dans les différents périmètres agricoles, les avantages économiques, agronomiques et environnementaux de la culture du tournesol, de la betterave, des céréales ainsi que la nécessité de développer l'élevage bovin,

ovin, caprin et camelin dans le but d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire, et réduire ainsi la facture de l'importation. M. Kherfi, agriculteur de la région de Guerrara spécialisé dans la céréaliculture et la production de lait, a déclaré que la culture de tournesol a été expérimentée dans la région de Guerrara et a donné de bons résultats, le tournesol étant une culture assez rustique, peu gourmande en eau et en produits phytosanitaires. Au terme de sa visite dans les régions de Guerrara et Berriane, le wali a appelé à fédérer tous les efforts pour créer un véritable développement du secteur agricole à travers la vulgarisation par les ingénieurs agronomes et techniciens sur le terrain des techniques et itinéraires agricoles, à renforcer la création d'entités professionnelles et à encourager la recherche et à promouvoir la formation des agriculteurs aux nouvelles techniques performantes.

MARCHÉ HEBDOMADAIRE DE VÉHICULES D'OCCASION DE TIDJELABINE (BOUMERDÈS)

Réouverture en février prochain

Le marché national des véhicules d'occasion de Tidjelabine, à l'Est de Boumerdès, reprendra du service chaque samedi, à compter de février prochain, après trois(3) ans de fermeture, a-t-on appris d'une source de cette commune. « Des préparatifs sont en cours en vue de la réouverture du marché hebdomadaire de véhicules d'occasion de Tidjelabine, qui a une renommée nationale, au début ou au cours du mois de février prochain, au plus tard, suite à la location du site au profit d'un particulier après un avis d'appel d'offres public », a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tidjelabine,

Bilal Khedidji. « Ce marché national remontant à l'année 1985, reprendra du service comme auparavant, soit le samedi de chaque semaine », a-t-il ajouté. Selon M. Khedidji, la commune de Tidjelabine a procédé à la location de huit(8) ha de la superficie globale de ce marché estimée à près de 14 ha. « Le foncier inexploité restant sera loué ultérieurement en vue de la création d'un marché hebdomadaire national de bétail et d'un autre marché national de gros des produits classés », a-t-il fait savoir. Le même responsable a aussi fait part de l'affectation d'une enveloppe de plus de trois (3) millions de DA pour la réhabilitation de cet espace, d'une capacité

d'accueil de 2000 véhicules de tous types, et la garantie des prestations nécessitées à son niveau. Toujours selon le P/APC de Tidjelabine, ce marché, qui assurait d'importants revenus pour la commune, a bénéficié, précédemment, d'une étude pour son réaménagement et son renforcement avec différentes prestations, laquelle (étude) se trouve toujours auprès des services concernés dans l'attente du financement de sa réalisation. Parmi les recommandations émises par l'étude technique en question, une proposition d'élargir sa capacité d'accueil à plus de 5000 véhicules, outre la répartition du site en différents espaces, pour organiser le parcage

des véhicules et les services. Le marché hebdomadaire des véhicules d'occasion de Tidjelabine a été fermé, en 2021, sur une décision du P/APC, suite à l'infirmité des appels d'offres publics pour sa location à un opérateur privé, et partant, l'incapacité pour les services de la commune de mobiliser un nombre suffisant d'employés pour assurer sa gestion et sa sécurisation, rappelle-t-on. À noter que ce marché hebdomadaire est situé à la cité « Ibn Fouda » de l'Ouest de Tidjelabine, sur une surface de 14 ha relevant de la commune. Il était organisé chaque jeudi jusqu'en 2010, date du remplacement de cette journée par le samedi.

ANNABA

Exploiter les talents nationaux pour une nouvelle vision de la ville

Les participants au 3ème Salon international du bâtiment et de l'aménagement, "Batimex" ont souligné, jeudi à Annaba, la nécessité d'exploiter les talents algériens en matière d'architecture, ainsi que l'héritage culturel pour une nouvelle vision de la ville algérienne, alliant modernité, respect de l'environnement et préservation de l'identité culturelle".

Au cours des séances scientifiques organisées dans le cadre de ce Salon, l'accent a été mis sur "le rôle de la technologie et de la transformation numérique pour mettre en lumière les compétences et le génie des architectes afin de concevoir des projets mêlant la dimension artistique du patrimoine, l'équilibre culturel de la société et

les exigences de la vie moderne pour parvenir à une ville moderne et harmonieuse". L'architecte Chafik Gasmi, propriétaire de "Chafik Studio" pour l'architecture et le design à Paris (France), a souligné que la ville algérienne est riche au plan architectural, ce qui permet d'aménager une agglomération moderne, harmonieuse, préservant sa personnalité et son identité. Le fondateur de "Chafik Studio", réputé pour ses réalisations innovantes, intemporelles et épurées", a ajouté que les "données topographiques, les espaces exploités et vacants, la dimension culturelle et civilisationnelle de la société algérienne, respectueuse de ses traditions, ainsi que les schémas de construction et le potentiel

naturel riche et diversifié de l'Algérie, représentent des données précieuses que les architectes doivent exploiter pour remédier aux insuffisances et réinventer la ville pour qu'elle préserve sa référence et demeure en phase avec son temps". Pour sa part, l'expert en architecture, Akli Amrouche a évoqué "l'évolution de la qualité des matériaux de construction algériens", soulignant "l'importance d'exploiter les technologies numériques et les matériaux de construction innovants pour maîtriser les coûts de réalisation dans le secteur de la construction". Il a également estimé que l'innovation dans le domaine de la construction et du développement n'est pas seulement basée sur les technologies modernes et les ma-

tériaux de construction, mais nécessite également, a-t-il souligné, "une contribution positive des citoyens afin d'améliorer le cadre de vie". Le Salon Batimex, dont la nouvelle édition est organisé sous le slogan "inventer des solutions pour un bâtiment plus durable" est marquée par la participation de 80 exposants représentant d'entreprises du secteur du bâtiment et de l'aménagement, de bureaux d'études et d'unités spécialisées dans la production de matériaux de construction, d'Algérie, de Turquie, de Chine et de Syrie. Ce Salon de 5 jours est organisé par Eleven Event à l'Hôtel Sheraton d'Annaba en coopération avec l'Ordre national des architectes.

A DAVOS

L'IA a occupé le cœur des débats

Deux sujets ont fait consensus cette année lors du Forum économique mondial de Davos : l'intelligence artificielle générative, qui va avoir des effets massifs sur le monde, et la réélection de Donald Trump.

Par Nicolas Barré et Jean-Marc Vittori

C'est peu dire que le fameux « consensus de Davos » est changeant. Il fut un temps où les Etats et les frontières apparaissaient comme des entraves aux affaires, voire des concepts d'un autre siècle. La guerre en Ukraine, la crise au Proche Orient et les tensions entre blocs ont brisé ces certitudes. Les CEO « globaux » ne mettent plus leur drapeau dans leur poche, se ruent sur les programmes de subventions publiques massifs tels que la loi IRA américaine et souscrivent aux discours appelant au « réarmement ». Vu de Davos, le monde apparaît plus fragmenté et inquiétant que jamais, l'humeur du temps est au repli sur soi et si le thème du Forum, « Rebâtir la confiance », était bien choisi, tout reste à faire. « Djène-äie » : c'est le mot de l'année au Forum de Davos. « C'est curieux, dans toutes les sessions où je suis allé, le mot est sorti dans les dix premières minutes, quel que soit le sujet », témoigne un patron français. GenAI, pour intelligence artificielle générative, le terme générique d'une technologie qui s'est répandue comme une traînée de poudre avec le lancement, fin 2022, de ChatGPT-3. Les anciens du Forum se rappellent avoir connu une pareille excitation avec Internet à la fin des années 1990, quand un jeune start-uppeur nommé Jeff Bezos était venu raconter sa librairie en ligne. Il s'agit là aussi d'une « general purpose technology » (une autre GPT, une « technologie à but général »).

L'intelligence au bout des doigts

« Internet, c'était l'information au bout des doigts, explique Satya Nadella, le patron de Microsoft. ChatGPT, c'est l'intelligence au bout des doigts. » Les applications sont infinies, de la recherche tout en amont jusqu'à la relation client tout en aval. « Ça pourrait fondamentalement accélérer la science », s'emballe Nadella, pourtant d'ordinaire très posé. « Ça va très vite », confirme Paul Hudson, le patron du groupe pharmaceutique Sanofi. « GenAI s'applique dans tous les domaines, constate Jean-Marc Ollagnier, le patron Europe du consultant Accenture. Dans la recherche sur les nouveaux matériaux, dans la personnalisation de la relation client, dans la quête de gains de productivité... » Erik Brynjolfsson, un professeur d'économie de l'université américaine Stanford irrémédiablement techno-optimiste, veut d'ailleurs croire que « 2024 sera l'année des gains de productivité ». La joie n'est hélas pas sans nuages. Des questions se posent sur l'emploi, l'éthique, la désinformation. Même Sam Altman, le jeune patron d'Open AI qui a lancé Chat - GPT, en convient : « C'est une technolo-

gie très puissante. Elle aura des effets massifs sur le monde, qui pourraient être négatifs. Il faut la rendre sûre. » Une ombre a plané sur toutes les conversations, celle de Donald Trump. Comme s'il ne fallait pas insulter l'avenir, Jamie Dimon le patron de JPMorgan Chase, a fait entendre une musique dissonante par rapport à la crainte que suscite le possible retour du 45e président en novembre prochain. « Soyons honnêtes, il a plutôt eu raison sur l'Otan et sur l'immigration. Il a bien soutenu la croissance, les taxes sur le commerce ont fonctionné et il a vu juste au fond sur la Chine... » Dimon a pris la tête de la grande banque américaine sous Bill Clinton. Les présidents passent, lui reste. Pas si grave, une réélection de Trump ? La question fait bondir le président polonais Andrzej Duda pour qui « l'Europe doit se tenir prête » à se retrouver seule face à la Russie pour défendre l'Ukraine et manifestement ne l'est pas. « Une victoire de Trump serait une catastrophe absolue pour l'Europe », soutient le géopolitologue américain Ian Bremmer.

Dans le brouillard

Si les participants à Davos parient sur la réélection de Trump, ils se divisent profondément sur les conséquences que cela pourrait avoir. Dimon, comme d'autres patrons américains en privé, relativisent en remarquant que Joe Biden a peu ou prou poursuivi la même politique économique. Trump ou Biden ? « On se prépare aux deux », dit le banquier, pragmatique, comme si les implications géopolitiques se valaient. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien Dmytro Kuleba se prépare aussi aux deux et s'applique à ne surtout rien dire qui puisse compromettre les relations avec une future administration Trump : « Je ne crois pas que Poutine et Trump pourraient se mettre d'accord sur quelque chose dans le dos de l'Ukraine si Trump redevient président. » Nul ne souhaite le retour du « fou » mais tout le monde s'y prépare. « L'incertitude est très grande », explique Saadia Zahidi, une économiste pakistanaise devenue l'une des dirigeantes du World Economic Forum. « L'année 2024 sera très compliquée », confirme Ludovic Subran, l'économiste en chef français de l'assureur allemand Allianz. Mais la réalité est encore plus complexe. Tharman Shanmugaratnam l'exprime avec force. Le nouveau président de Singapour explique que l'incertitude est devenue radicale. La pandémie ou le basculement climatique sont de bons exemples de cette forme d'incertitude. Les modèles ne sont d'aucune aide. L'ancien économiste critique doucement mais fermement les modèles économiques. Ils sont fondés sur l'utilité et non le nombre de morts. Ils supposent souvent un retour à l'équilibre alors que les tensions peuvent au contraire se renforcer mutuellement. C'est vrai pour le climat. C'est vrai

aussi en politique, où « la polarisation alimente la polarisation ». Dans ce brouillard, comment doivent agir les gouvernants ? « Ils doivent orienter la politique vers la prévention du pire. » Pour le climat, le message est simple : « Il faut investir plus et plus vite. » Ce n'est pas précisément ce qui est dans le tuyau.

L'argent du climat

On se pousse, on se marche sur les pieds. C'est la cohue pour accéder à l'hôtel Bel -védère -10.000 euros la nuit pendant la semaine de Davos - afin d'écouter un Al Gore vieillissant (il a quitté il y a quelques jours le conseil d'Apple pour cause de limite d'âge à 75 ans) expliquer que le monde se trouve dans un état de « servitude volontaire » à l'égard des énergies fossiles. Il n'a pas cité La Boétie mais Jane Goodall, la pétillante anthropologue britannique qui a passé sa vie à étudier les chimpanzés. « A 10 ans, j'étais amoureuse de Tarzan, mais il a épousé la mauvaise Jane... » En pleine forme à 89 ans, pleine de malice, elle a glissé : « N'oublions pas que nous, les humains, ne sommes pas immunisés contre l'extinction... » Il est vrai que la question du climat n'était plus aussi centrale que lors des précédentes éditions. « Cela montre que tout le monde a intégré la nécessité de lutter contre les émissions de CO2 », veut croire le patron d'un grand groupe industriel. L'attention s'est davantage portée sur l'énergie, renouvelable et nucléaire. Le président français a vanté les efforts tous azimuts en faveur de l'atome et de la recherche en la matière. « La France est en pointe, se félicite Stefano Buono, le patron-fondateur de Newcleo, un pionnier européen des petits réacteurs (SMR). Nous livrerons le premier en 2030. » La nécessité d'investir dans la transition écologique fait consensus mais à y regarder de près, tempère Mark Carney, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, « il y a un décalage énorme » entre ce que disent les poids lourds de la finance et l'argent qui se dirige vers des projets verts. « C'est bien beau de dire "il faut, il faut" mais encore faut-il que les projets soient rentables », se défend Ray Dalio, le fondateur du fonds d'investissement Bridgewater. « Pure cupidité ! » rétorque Al Gore. Même à Davos, les débats sur le climat tournent parfois au dialogue de sourds.

Moment indien

Dans sa jeunesse, Eknath Shinde a quitté l'école pour devenir conducteur de rickshaw. A la tête aujourd'hui d'un parti ultranationaliste hindou, il est le chef de l'exécutif du Maharashtra dont la capitale est Mumbai, le cœur économique du pays. A Davos, le « Chief minister » reçoit comme un chef d'Etat dans le pavillon à ses couleurs trônant au cœur de la station. Le Maharashtra représente 17 % de l'économie indienne

avec un PIB de 500 milliards de dollars. « Dans quatre ans, notre PIB atteindra 1.000 milliards de dollars », l'équivalent de l'économie des Pays-Bas, affirme-t-il aux « Echos » dans un anglais hésitant. Les Etats du Tamil Nadu, Karnataka, Telangana et Uttar Pradesh ont fait le déplacement tandis que l'Etat fédéral est aussi représenté séparément : l'Inde est présente en force à Davos, avec la certitude de vivre « une décennie dorée », dit le représentant de la Confederation of Indian Industry, l'organisation patronale. Le gouverneur de la Banque centrale, Shaktikanta Das, confirme sur le ton de la confiance : « La prévision n'est pas officielle mais je peux vous dire que nous aurons une croissance de 7 % en 2024-2025. » L'Inde enregistrerait ainsi, pour la quatrième année de suite, une croissance de 7 %, bien plus que la Chine. « Notre potentiel dans les années à venir sera même un peu supérieur à 7 % », certifie le gouverneur. Chief technology officer de TCS, une branche du groupe Tata employant 625.000 personnes à elle seule, Harrick Vin incarne cette confiance dans l'avenir économique du pays. Après des années comme professeur à l'université du Texas à Austin, ce scientifique a décidé de revenir en Inde. « Nous sommes à un moment où les possibilités sont immenses. »

Le miracle des gènes

La foi en la technologie est l'un des piliers du Forum. Dans ce dîner consacré à la « décennie prodigieuse » que nous venons de vivre avec l'émergence des vaccins à ARN messenger, la diffusion de la voiture électrique, la meilleure connaissance du génotype et bien sûr ChatGPT, des experts vivant tous aux Etats-Unis vantent les perspectives miraculeuses de l'intelligence artificielle, des énergies renouvelables, des thérapies géniques. A une table, une Libanaise se réjouit de tous ces progrès, en s'inquiétant toutefois de ce qui se passe en biologie. Le patron d'une firme pétrolière du Golfe prend alors la parole, d'une voix blanche. Il raconte son histoire. Sa fille tombe malade quinze jours après sa naissance, en 2014. Après des mois d'investigation, les médecins diagnostiquent une anomalie génétique rare. Les parents partent en quête de traitement dans le monde entier. La conclusion les désespère : « Ça existera peut-être dans dix ans. » Nous sommes début 2024. Une technologie dérivée de CRISPR/Cas9, ces véritables « ciseaux génétiques » qui ont valu à leurs inventrices le Nobel de médecine, permet de fabriquer des gènes qui pourront remplacer les gènes défectueux. Le traitement est en phase II de validation par les autorités sanitaires. Bientôt, la fille du pétrolier pourra être soignée. A la table, tout le monde prend l'air grave. La foi dans la technologie n'en sortira que grandie.

Source : Les Echos

CROISSANCE DE L'INDUSTRIE HALAL MONDIALE

Le forum de La Mecque souligne le rôle clé de l'Arabie saoudite

L'industrie halal mondiale est sur le point de connaître une expansion rapide, et l'Arabie saoudite devrait jouer un rôle essentiel dans le développement de produits conformes à la charia, a affirmé un ministre saoudien. S'exprimant lors de l'édition inaugurale du Makkah Halal Forum, le ministre du Commerce saoudien, Majed ben Abdallah al-Qasabi, a relevé l'importance de la participation locale et internationale et de la signature de six accords en marge de l'événement. Organisé au Makkah Chamber of Exhibitions and Events Center, ce forum de trois jours a accueilli plusieurs tables rondes. «L'industrie halal est l'un des secteurs qui se développent le plus rapidement au niveau mondial. Actuellement, le marché de l'alimentation est évalué à environ 2 500 milliards de dollars (1 dollar = 0,92 euro) et devrait atteindre 5 800 milliards de dollars en 2033», a précisé M. Al-Qasabi. L'industrie halal est sur le point de connaître une transformation sans précédent au niveau mondial, comme l'a souligné Abdallah Saleh Kamel, président de la Chambre islamique de commerce et de développement, lors du même événement. Il a noté que le prince héritier Mohammed ben Salmane avait fait des produits halal un centre d'intérêt mondial grâce à la création de la Halal Products Development Company (HPDC) par le Fonds public d'investissement (PIF). «C'est la première fois que nous apprenons qu'un fonds souverain a créé une entreprise spécialisée dans le développement de produits halal. Nous sommes fiers que cette société soit un partenaire stratégique du forum», a déclaré M. Kamel. Cette initiative vise à faire progresser l'industrie halal mondiale et à développer un système vital et flexible pour les produits halal en Arabie saoudite. Fawaz ben Talal al-Harbi, président de la HPDC, a attiré l'attention sur l'intérêt croissant que suscitaient les produits et services halal dans le monde, les dépenses de consommation devant atteindre 5 000 milliards de dollars dans les années à venir. Il a ajouté que différentes études montraient que le Royaume figurait parmi les principaux importateurs d'industries et de produits halal. «En outre, l'Arabie saoudite est le plus grand pays exportateur de produits halal vers les pays non musulmans, ce qui ouvre de vastes perspectives à l'industrie halal du Royaume», a indiqué M. Al-Harbi, donnant l'exemple de la création de la HPDC. M. Al-Harbi a expliqué que le forum visait à renforcer le secteur prometteur du halal en impliquant le secteur privé, les régulateurs et les autorités législatives afin de tirer parti des nombreuses possibilités dans ce domaine. L'objectif est d'ouvrir des horizons prometteurs pour les jeunes, de favoriser les échanges d'opinions, de partager l'expertise et les expériences, et de présenter les pratiques les plus récentes pour le développement du secteur. Alors que les rapports sur la taille mondiale du marché halal varient, Youssouf Khalawi, secrétaire général de la Chambre islamique de commerce et de développement, a indiqué que le marché de la nourriture et des boissons halal était évalué entre 2 200 et 2 800 milliards de dollars, avec un taux de croissance moyen d'environ 15%. Dans une interview accordée à Arab News, M. Khalawi se dit convaincu que les statistiques publiées par les sociétés de conseil ne sont pas exactes.

TUNISIE

Le service de la dette augmentera de 40% en 2024, à 4 milliards \$

Le gouvernement a remboursé les dettes de la Tunisie, arrivées chancelantes s'appuyant sur de nouveaux emprunts domestiques. Il a cependant, du mal à mobiliser des financements extérieurs en l'absence d'un accord définitif avec le FMI. Le programme d'aide de 1,9 milliard de dollars.

Le service de la dette de la Tunisie devrait enregistrer une hausse de 40% en 2024 comparativement à 2023 pour s'établir à 4 milliards de dollars dans un contexte d'assèchement de financements extérieurs, a indiqué le ministère tunisien des Finances, dans un document officiel publié en janvier 2024. Le ministère a également indiqué que Tunis «a réussi à rembourser toutes ses dettes intérieures et extérieures en 2023, malgré une énorme pression sur les finances publiques», dissipant ainsi les doutes sur la possibilité d'un défaut de paiement. Selon les économistes locaux, le gouver-

nement s'est fortement appuyé sur de nouveaux emprunts domestiques pour rembourser les dettes arrivées à échéance durant l'année écoulée ; ce qui a considérablement réduit les liquidités et contribué à limiter le financement de l'économie par les banques. La Tunisie peine à mobiliser des financements extérieurs en l'absence d'un accord définitif avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars. Le pays d'Afrique du Nord avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur ce programme d'aide, avant de suspendre les négociations avec l'institu-

tion. Le président tunisien, Kaïs Saïed, avait rejeté, en avril 2023, le «diktat» du FMI qui conditionne le décaissement des financements à des réformes économiques portant notamment sur la levée des subventions aux produits de base, la réduction de la masse salariale dans le secteur public et la privatisation des entreprises publiques, indiquant que de telles réformes pourraient «mener à davantage d'appauvrissement» et «provoquer des émeutes sanglantes semblables à celles déclenchées en 1984 par l'augmentation du prix du pain».

EGYPTE-JORDANIE

Telecom Egypt et NaiTel s'associent pour construire un câble sous-marin à fibre optique

En raison de sa position géographique stratégique, à cheval sur 3 continents, l'Egypte est une destination privilégiée pour les propriétaires de câbles sous-marins. Le pays est déjà connecté à 14 câbles sous-marins internationaux et des travaux sont en cours pour établir de nouveaux câbles. La société télécoms publique Telecom Egypt a signé, le jeudi 25 janvier, un accord de partenariat avec la société jordanienne NaiTel pour construire un câble sous-marin à fibre optique reliant l'Egypte et la Jordanie. L'infrastructure sera nommée «Coral Bridge». Elle vise notamment à

renforcer la connectivité et à répondre à la demande croissante d'intelligence artificielle et de centres de données. Le câble sous-marin «Coral Bridge» s'étendra dans le golfe d'Aqaba pour construire un pont maritime de communications reliant la ville jordanienne d'Aqaba à la ville égyptienne de Taba. Cet accord de partenariat intervient environ trois mois après que Telecom Egypt a signé un accord avec 4iG pour construire un câble sous-marin à fibre optique entre l'Egypte et l'Albanie. En septembre 2023, la société s'était vue confier l'extension du câble Medusa de la Méditerranée à la mer Rouge. Elle a également assuré la connexion de l'Egypte au câble 2Africa de Meta. D'autres connexions sont prévues avec des pays comme l'Algérie et l'Arabie saoudite. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la volonté de l'opérateur historique de s'ériger en référence internationale dans la fourniture de services de connectivité à haut débit. Profitant de la position unique de l'Egypte entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie, la société attire les collaborations avec les principaux acteurs du secteur en ce qui concerne les infrastructures internationales

telles que les câbles sous-marins à fibre optique. Par ailleurs, l'Egypte a prévu d'investir plus de 600 millions \$ dans le développement du réseau de câbles sous-marins Internet, selon Amr Talaat, ministre des Communications et des Technologies de l'information. Selon les statistiques officielles, l'Egypte est déjà connectée à 14 câbles sous-marins internationaux et des travaux sont en cours pour établir cinq nouveaux câbles. De plus, Telecom Egypt est le partenaire de choix pour le déploiement de câbles sous-marins pour plus de 160 sociétés à travers le monde.

L'ANNÉE 2024 EN TURQUIE

Elle pourrait être une année «vraiment intéressante»

Plusieurs facteurs indiquent un tournant positif pour l'économie turque et l'année prochaine pourrait être une période «vraiment intéressante» pour le pays, a déclaré, samedi, un expert en stratégie pour les marchés émergents. "2024 pourrait être une année vraiment intéressante pour la Turquie", a déclaré à Anadolu Timothy Ash, analyste de la firme RBC BlueBay Asset Management, basé à Londres, lors d'une interview exclusive. Se référant à la situation actuelle, Timothy Ash perçoit une évolution positive, décrivant une amélioration considérable et favorisant l'optimisme quant à l'année à venir. Malgré les défis précédents en matière de "stabilité macroéconomique", il a souligné le tournant positif avec la nouvelle équipe de politique économique, conduite par Mehmet Simsek, ministre du Trésor et des Finances de Turquie, et Hafize Gaye Erkan, gouverneur de la Banque centrale, avec leurs "politiques efficaces, cohérentes et probantes." "Nous avons connu une période de relations difficiles avec les pays occidentaux et les marchés financiers internationaux. Aujourd'hui, je pense que nous sommes revenus à des rela-

tions bien meilleures", a-t-il déclaré. À cet égard, les investisseurs internationaux reconnaissent de plus en plus la Turquie comme étant une destination d'investissement prometteuse, attirés par la stabilité et la confiance retrouvées, instillées par les politiques économiques stratégiques mises en avant par le tandem Simsek - Erkan. Ash a exprimé sa confiance dans les perspectives économiques de la Türkiye, ajoutant : "Nous allons assister à une désinflation. L'inflation va baisser. La livre commencera à se stabiliser. Et je pense que cela ramènera de l'argent en Turquie." Selon lui, ces facteurs, associés à la situation stratégique de la Türkiye, joueraient un rôle essentiel pour susciter un intérêt international. Et d'affirmer : "Les entreprises internationales veulent retrouver la Turquie ; elles veulent investir en Turquie." Ash a souligné que la Turquie a fait d'importants "progrès dans le développement et le déploiement de la technologie des drones", et des capacités militaro-industrielles, les jugeant comme des secteurs "passionnants" mûrs pour une croissance substantielle et attractifs pour les investisseurs potentiels.

De plus, Ash a fait allusion à la présence potentielle d'Elon Musk au Techno Fest, suggérant un lien avec les développements dynamiques dans le domaine des véhicules électriques et des technologies de pointe. Au-delà de la technologie, "la Turquie a fait d'énormes progrès au cours des dix dernières années en termes de nombre de touristes et d'amélioration de la qualité des services", a-t-il souligné. Relevant les revenus remarquables du tourisme, son impact positif sur la croissance et la création d'emplois, il a déclaré : "C'est bon pour la balance courante, ce qui se répercute sur la stabilité macro-financière". Grâce à ces réalisations, a-t-il noté, la Turquie est devenue un sujet marquant et captivant lors des conférences internationales. "La Turquie a une base manufacturière traditionnelle, des articles ménagers, des biens durables, avec de bonnes relations avec les pays occidentaux, ce qui est très important", a-t-il ajouté. Prenant acte des investissements étrangers directs historiques des entreprises occidentales dans les groupes traditionnels turcs, il a fait remarquer que cette relation durable demeurerait inaltérée.

LORS D'UNE TABLE RONDE À DUBAÏ

La Guinée espère mobiliser plus de 3 milliards \$ pour 55 projets d'infrastructures

La plupart des projets qui concernent notamment les domaines de l'eau, de des soins de sant et des routes seront propos s aux investisseurs dans partenariats public?priv (PPP).

Le gouvernement guinéen a annoncé le jeudi 25 janvier 2024, qu'il espère mobiliser plus de 3 milliards de dollars pour financer 55 projets d'infrastructures lors d'une table ronde dédiée aux investisseurs et aux donateurs internationaux prévue les 15 et 16 février prochains à Dubaï, en marge du Sommet mondial des gouvernements. Ces projets concernent plusieurs domaines dont ceux de l'eau, de l'électricité, des soins de santé et des routes. Ils sont prévus par le Programme

de référence intérimaire (PRI) de la Transition 2022-2025 qui a pour objectif principal de renforcer la résilience du pays aux facteurs de fragilité politique, économique, sociétale et environnementale. « La table ronde vise à mobiliser des financements essentiels et à établir des partenariats stratégiques à long terme qui sont essentiels pour la croissance de notre pays », a déclaré la ministre guinéenne du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou (photo), lors d'une

conférence de presse, indiquant que le PRI est aligné sur la Vision Guinée 2040, les Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030, la Vision CEDEAO 2050 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Ismael Nabe, conseiller du Premier ministre de la République de Guinée chargé des investissements et des partenariats public-privé (PPP), a précisé de son côté que « la plupart des projets seront proposés aux investisseurs dans le cadre de PPP ».

AXÉE SUR LE FINANCEMENT DE PROJETS D'ÉNERGIE DURABLE EN AFRIQUE

La FMO engage 10 millions \$ dans la plateforme Nithio

L'opération intervient près d'un mois après l'investissement du fonds danois de financement du développement au capital de Nithio. Avec le concours de la banque néerlandaise de développement, la plateforme prévoit d'accroître son financement aux entreprises énergétiques d'Afrique. L'institution néerlandaise de financement du développement (FMO) a investi 10 millions \$ dans la plateforme Ni-

thio, dédiée au financement d'entreprises d'énergie durable en Afrique. Cet investissement a été réalisé via le fonds d'accès à l'énergie (AEF). Nithio injectera ce montant dans son véhicule d'investissement Fair, qui se chargera à son tour d'allouer cette ressource sous forme de prêt à des PME de distribution de systèmes solaires domestiques en Afrique. « L'investissement de la FMO dans Fair permettra de déve-

lopper des solutions énergétiques qui vont améliorer les moyens de subsistance et la qualité de vie tout en réduisant les émissions de carbone », a déclaré Kate Steel (photo), cofondatrice et directrice générale de Nithio. Et d'ajouter : « nous sommes fiers de nous associer à la FMO pour avoir un impact positif sur les ménages et les PME à travers l'Afrique ». Avec le concours de la FMO, Nithio prévoit d'accroître son financement aux

entreprises énergétiques sur le continent, dans l'optique de couvrir les besoins en énergie des entreprises et des particuliers. Précisons que la banque néerlandaise de développement rejoint ainsi une base d'investisseurs dans le tour de table de Nithio. Il s'agit notamment des institutions américaine et danoise de financement du développement, de FSD Africa Investments, Shell Foundation, et la Schmidt Family Foundation.

MINES

SPS fournit une solution solaire de 10 MW à la mine Otjikoto de B2Gold en Namibie

Les industriels miniers subissent de plus en plus de pression pour s'orienter vers la transition énergétique entre difficultés d'accès et hausse générale du coût de l'énergie. La société Sustainable Power Solutions (SPS), l'un des principaux bailleurs de fonds et développeurs d'actifs en Afrique subsaharienne dans le domaine des installations solaires photovoltaïques, a annoncé le 22 janvier qu'elle dirige le développement et le financement d'une centrale solaire de 10 MW. La centrale qui produira environ 26360 MWh d'énergie propre et renouvelable par an, sera située dans le centre-nord de la Namibie, et devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année 2024. L'énergie sera injectée dans la toute nouvelle sous-station Eldorado de NamPower, d'où elle sera allouée à la mine Otjikoto de B2Gold, située à environ 300 km au nord de Windhoek

« Nous sommes ravis de développer ce nouveau projet pour B2Gold avec nos partenaires namibiens Fortitude et la famille Oelofse. Je tiens à remercier NamPower et la BCE pour leur approche favorable aux investisseurs et pour l'aide qu'ils nous ont apportée dans la réalisation de ce projet », a déclaré François van Themaat, PDG de SPS. B2Gold est en effet le premier producteur d'or de Namibie, avec une production estimée à 200 000 onces en 2023 et un effectif de 976 personnes. L'entreprise souhaite réduire de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et progresser vers une exploitation nette zéro à la mine d'Otjikoto.

KENYA

Les envois de fonds de la diaspora ont augmenté de 4% en 2023, à un record de 4,19 milliards \$

Les envois de fonds de sa diaspora dépassent désormais l'ensemble des recettes des trois principaux produits exportés par la première économie d'Afrique de l'Est. Les États-Unis restent la principale source de ces transferts. Les transferts financiers de la diaspora kenyane ont atteint un montant record

de 671 milliards de shillings (4,19 milliards USD) en 2023, enregistrant ainsi une hausse de 4% par rapport à 2022, selon des données publiées mercredi 24 janvier par la Banque centrale. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation de 50% des envois de fonds des Kenyans installés dans les autres pays africains, précise la même

source. Les États-Unis sont cependant restés le premier point d'envois de fonds durant l'année écoulée, avec 56% du montant total. Le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Australie sont les autres principaux points sources. La Banque centrale a d'autre part indiqué que la valeur des transferts de la diaspora

kenyane dépasse désormais l'ensemble des recettes des trois principaux produits exportés par le pays, en l'occurrence le thé, les produits horticoles et le café. Pour rappel, le Kenya a une diaspora de plus de 3 millions de personnes, dont la majorité est établie au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les monarchies pétrolières du Golfe.

GHANA

Des producteurs de batteries négocient l'achat de 50 % de la production de la future mine de lithium Ewoyaa

Selon un accord signé en 2021, Piedmont Lithium finance en partie les travaux de construction de la première mine de lithium du Ghana, Ewoyaa. En échange, la société a sécurisé l'achat de 50 % de la production totale de la mine, attendue à 3,6 millions de tonnes sur 12 ans. Au Ghana, Atlantic Lithium a annoncé le 24 janvier le succès de la première phase du processus visant à vendre les 50 % restants de la production de sa fu-

ture mine de lithium Ewoyaa. Supervisé par la banque d'investissement Macquarie Capital, le processus a suscité l'intérêt des négociants et des producteurs de batteries pour véhicules électriques. La phase de due diligence démarre désormais et verra des négociations plus poussées avec certaines des parties intéressées, en prélude à la signature d'accords formels. Notons que les fonds obtenus via ces accords serviront à fi-

nancer la construction d'Ewoyaa qui sera la première mine de lithium du Ghana. « Etant un des rares producteurs de spodumène à court terme, dont l'offre n'a pas encore été engagée, le processus de partenariat en cours que nous menons avec Macquarie a mis en évidence l'intérêt significatif que suscite la matière première d'Ewoyaa, en dépit de la faiblesse des prix du lithium en toile de fond », explique Neil Herbert, président

exécutif d'Atlantic. Pour rappel, 50 % de la production d'Ewoyaa fait déjà partie d'un accord de vente et d'achat avec l'américain Piedmont Lithium, qui finance en partie les travaux de construction de la mine. Selon l'étude de faisabilité publiée en juin 2023, Ewoyaa peut livrer 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans.

La nouvelle star du luxe en bourse s'appelle-t-elle pandora?

Cotée à la Bourse de Copenhague, Pandora signe une progression de plus de 70% sur un an. Ce qui démontre la pertinence de sa stratégie de personnalisation au cœur du modèle du groupe.

Et si Pandora était le groupe à privilégier en Bourse dans la joaillerie cette année? Fondé en 1982 par un couple, Per et Winnie Enevoldsen, le bijoutier danois est coté depuis 2010 à la Bourse de Copenhague et évolue actuellement au contact de ses plus hauts historiques de 2016. Surtout, sa dynamique boursière s'avère impressionnante. Dans un secteur du luxe et/ou des biens de consommations guère évident en ce début d'année, comme en témoignent les avertissements sur résultats de Burberry ou de JD Sports, la société tire son épingle du jeu avec une hausse de 6,3% depuis le début de l'année. Surtout, sur un an, la valeur s'adjuge plus de 70% (71,8%). Aucun groupe de luxe ne s'approche de près ou de loin de cette performance. Le constructeur automobile Ferrari, assimilé souvent au luxe, prend 34% et Hermès s'adjuge "seulement" 18,6%. Malgré sa hausse spectaculaire de vendredi (+12,8%), LVMH reste dans le rouge sur un an (-2,4%), de même que Kering (-28% sur un an). On notera aussi la belle performance du petit groupe italien Brunello Cucinelli (+24,1% sur un an à Milan), qui surpasse dans le secteur, ainsi que de L'Oréal (+16,8% sur un an).

"Hard Luxury"

Certes, ancrer Pandora dans le secteur du luxe peut faire débat, comme d'autres sociétés d'ailleurs. On peut penser à Essilorluxottica, qui est avant tout un groupe d'optique, ou le britannique Watches of Switzerland, qui distribue des montres. Mais Bank of America range bien l'action dans l'univers des "biens de luxe" et Royal Bank of Canada considère la valeur comme faisant partie du "hard luxury" (c'est-à-dire les bijoux, par opposition à la maroquinerie, qualifiée de soft luxury), au même titre que Piaget et Cartier, propriété du suisse Richemont. Et Pandora reste avant tout un bijoutier. Même si ses produits paraissent accessibles. Les prix de ses bracelets s'échelonnent entre 25 et 249 euros. C'est toutefois oublier le principe des produits du groupe, avec les "charms", ces petits pendentifs de plusieurs dizaines d'euros qui viennent ensuite orner les colliers. Ainsi le client personnalise son propre collier en choisissant les "charms" qui lui conviennent pour obtenir un bijou qui lui correspond. Ces bracelets "charms" représentent le cœur du réacteur de Pandora, avec environ les trois-quarts de ses revenus. D'ailleurs la personnalisation constitue l'un des piliers de la stratégie "Phoenix" qui vise à transformer la société en pur "bijoutier" (et pas un bijoutier-distributeur), et changer ainsi la perception du marché, tout en orientant le design de ses bijoux vers le client. En fin d'année dernière, le groupe expliquait vendre trois bijoux chaque seconde.

Plus gros en Bourse que Renault ou Vivendi

L'idée est également de lancer une stratégie d'élévation de marque. En parallèle, le groupe met en avant un aspect développement durable: ses deux sites de fabrication en Thaïlande sont certifiés LEED ("Leadership in Energy and Environmental Design, un standard américain de qualité environnemental pour les bâtiments) et utilisent principalement de l'or et de l'argent recyclés, selon la société. Sa capitalisation boursière s'élève actuellement à 84 milliards de couronnes, soit environ 11,3 milliards d'euros, devant plusieurs groupes du CAC 40, comme Vivendi, Renault ou Unibail-Rodamco-Westfield. Mais encore à des années-lumière du numéro un mondial du luxe LVMH (388 milliards d'euros). "Selon nous, le succès de Pandora peut être attribué à une accélération de la dynamique de la marque et des gains de parts de marché dans des zones géographiques clés grâce à l'accent mis sur le consommateur, la vente au détail, l'innovation de produits, ainsi qu'au réinvestissement de la marque", explique Bank of America. L'action a été récemment soutenue par d'excellents résultats préliminaires au titre de 2023. Les revenus ont progressé de 8% en données comparables l'an passé, dont surtout 12% sur le seul dernier trimestre. La marge opérationnelle s'est élevée à 25%, avec 34% sur le quatrième trimestre. Le groupe a dépassé ou égalé ses propres objectifs et surpassé les attentes des analystes. Pandora n'a en revanche pas donné de perspectives pour 2024, ce qui devrait survenir le 7 février prochain.

"Phoenix 2026"

Pandora pense avoir des marges de manœuvre pour poursuivre sa bonne dynamique. La société danoise a tenu en octobre dernier une journée dédiée aux investisseurs pour présenter une mise à jour de sa stratégie "Phoenix" devenue "Phoenix 2026". La société entend nettement renforcer sa position dans plusieurs régions. Sa part de marché mondiale dans la joaillerie en 2022 demeurait relativement modeste, à environ 1,3%, en raison d'une part de moins de 0,5% dans le premier marché, la Chine, et de 2% aux dans le deuxième, les Etats-Unis. Le groupe table sur une croissance robuste dans ces deux pays, ainsi qu'en France et en Allemagne où sa part de marché s'élève autour de 5%. Il envisage également d'augmenter sa présence au Japon et en Corée du Sud (où il n'a respectivement que douze et un magasins) et pénétrer le marché indien, ces opportunités n'étant d'ailleurs pas inclus dans ses objectifs chiffrés. En conséquence l'entreprise estime qu'elle peut nettement surperformer son marché, dont la croissance est évaluée autour de 3,6% par an

sur la période 2022-2027, selon Euromonitor. Pandora compte faire progresser ses revenus de 7% à 9% par an en données comparables sur la période 2023-2026, grâce notamment à l'expansion de son réseau de distribution (qui contribuera à hauteur de trois points de pourcentage), et dégager une marge opérationnelle située entre 26% et 27% en 2026. Le groupe compte dégager 16 à 17 milliards de couronnes danoises de cash de 2024 à 2026, soit entre 2,1 et 2,3 milliards d'euros. Et 14 à 17 milliards de couronnes seront retournées aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions, ce qui représenterait pas loin de 20% de sa capitalisation boursière.

Encore du potentiel en Bourse?

Reste évidemment la question de son potentiel boursier, après l'énorme rallye de 2023. Royal Bank of Canada s'avère très prudente, avec un avis à "sous-performance" (équivalent de "vendre") et un objectif de cours de 720 couronnes contre 992 couronnes actuellement. "Pandora s'est bien comportée dans un environnement de consommation modéré en 2023, malgré des tendances assez inégales entre les régions", admet la banque canadienne.

"Mais si le contexte macroéconomique s'affaiblit, nous nous attendons à une pression à la baisse sur sa trajectoire. A partir de là, nous restons prudents compte tenu de la forte performance du cours de l'action en 2024 et d'une valorisation moins favorable à notre avis", ajoute-t-elle. Bank of America s'avère bien plus optimiste, avec une recommandation à l'achat et un objectif de cours de 1.100 couronnes, soit un potentiel de plus de 10%. Pour l'établissement américain, le groupe danois est beaucoup trop bon marché en Bourse, alors qu'il devrait améliorer son bénéfice par action de 18% par an sur la période 2024-2026 et retourner à ses actionnaires près de 20% de sa capitalisation boursière d'ici à 2026. "Nous pensons que la valorisation actuelle ne reflète pas l'equity story" (l'histoire qu'une entreprise raconte au marché pour le séduire, NDLR) de Pandora, qui continue à prendre de l'ampleur, grâce au lancement de nouvelles collections, des prix accessibles et l'excellence de la vente au détail. Nous pensons qu'une exécution solide continue permettra une nouvelle revalorisation des multiples boursiers par rapport aux niveaux actuels", développe la banque.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Janvier 2024 Valeur : 29 Janvier 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3262	134.3412
1	EUR	EURO		146.2275	146.2707
1	GBP	POUND STERLING		170.9420	171.0264
100	JPY	JAPANESE YEN		90.9453	90.9739
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7489	18.7515
1	CHF	SWISS FRANC		155.5962	155.6857
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3464	99.3942
1	DKK	DANISH KRONE		19.6168	19.6204
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8903	12.8949
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8521	12.8578
1	AED	UAE DIRHAM		36.5703	36.5773
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8175	35.8253
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.6912	436.8820
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1182	43.5515
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4871	13.4886
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8177	27.9604
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5368	3.5372
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0769	179.0769

AVEC LVMH EN VEDETTE CE VENDREDI

Le CAC 40 termine la semaine sur un record en clôture

L'impressionnant bond du groupe de luxe a permis à l'indice de parisien de gagner 2,3% ce vendredi, et de prendre plus de 3,5% sur la semaine. Le CAC 40 n'avait plus signé une aussi belle séance depuis des mois (depuis le 4 janvier 2023, selon les données d'investing.com). L'indice parisien a d'ailleurs frôlé son record en séance ce vendredi (un plus haut à 7645,74 points contre un record à 7653.99 points) et a largement battu celui à la clôture. Le CAC 40 termine finalement en hausse de 2,28% à 7634,14 points, effaçant son précédent record de 7596.91 points qui datait du 15 décembre. Ce finish en trombe permet au CAC 40 de gagner 3,56% sur la semaine.

La bonne tendance n'as pas été entamée par la publication de l'indice PCE, jauge préférée de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour mesurer l'inflation. Au mois de décembre, cet indice a augmenté de 2,9% sur un an, hors prix de l'énergie et alimentaires, soit un tout petit peu moins que les 3% attendus par les économistes interrogés par le Wall Street Journal. Il s'agit de son plus bas niveau depuis près de trois ans, selon l'Agence France Presse. "Cela confirme le message selon lequel il n'y a pas vraiment de "dernier kilomètre" de désinflation à parcourir et que, même si la croissance économique réelle reste résistante, la Fed dispose d'une grande marge de manœuvre pour commencer à réduire les taux d'intérêt prochainement", analyse Capital Economics.

Le tsunami LVMH

Mais la macroéconomie est totalement passée au second plan ce vendredi, car la hausse du CAC 40 a été très largement portée par sa plus grande capitalisation: LVMH. Le numéro un du luxe a enregistré une progression vertigineuse, surtout pour un groupe du CAC 40, de 12,8% ce vendredi. Cette hausse a été alimentée par des ventes supérieures aux attentes au quatrième trimestre, notamment aux États-Unis. LVMH a entraîné dans son sillage les autres groupes de luxe Kering (+6,6%) et Hermès (+6,6%). Mais aussi les sociétés de spiritueux Pernod Ricard (+7,8%) et Rémy Cointreau (+15,2%) grâce à

des commentaires positifs sur le cognac. D'ailleurs Rémy Cointreau a de son côté publié ses ventes d'octobre à décembre, qui, certes, restent en berne, mais semblent montrer aux investisseurs qu'elles ont atteint le fond de la piscine. JCDecaux a pris 4,8% soutenu par une activité au quatrième trimestre jugée "très dynamique" par Oddo BHF. Sur les autres marchés, l'euro prend 0,16% face au dollar à 1,0866 dollars. Le pétrole recule un peu. Le contrat de mars sur le Brent de mer du Nord abandonne 0,3% à 81,75 dollars le baril tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York cède 0,35% à 77,11 dollars le baril.

CLIMAT

L'Europe évalue le coût de la neutralité carbone en 2050 à 1 500 milliards d'euros par an

Selon un brouillon de la Commission qu'a pu lire le Financial Times, l'Union européenne vise à réduire ses émissions de CO₂ de 90 % en 2040. L'objectif de réduction des missions de CO₂. Durant les deux prochaines décennies, les investissements pour la transition, même massifs, compenseraient largement le coût de l'inaction.

Si l'Europe veut tenir ses objectifs de neutralité carbone au milieu du siècle et réduire ses émissions de CO₂ de 90 % d'ici à 2040, il lui en coûtera 1 500 milliards d'euros par an à partir de 2031, selon un document préparatoire qu'a pu lire le Financial Times. Selon Bruxelles, même si ce niveau d'investissement est élevé, il "ferait plus que compenser le coût considérable de l'inaction, alors que les effets du réchauffement climatique deviennent de plus en plus évidents", souligne le quotidien britannique. La Commission a également calculé que les pays membres pourraient "économiser 2 400 milliards d'euros" en dommages liés au réchauffement s'ils tiennent l'objectif de limiter la hausse des températures à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, prévu par l'accord de Paris. Et réduiraient "les

coûts des importations de combustibles fossiles de 2 800 milliards d'euros" sur la même période (2031-2050), poursuit le quotidien économique. "Accélérer" la transition. Ce nouvel objectif de réduction des émissions de 90 % d'ici à 2040 devrait permettre d'"accélérer" la transition climatique, "alors que les dommages économiques causés par les phénomènes météorologiques extrêmes augmentent". Pourtant, dans l'industrie comme dans l'agriculture, l'opposition aux plans d'adaptation au changement climatique grandit, et beaucoup "estiment que ces exigences sont trop lourdes, compte tenu de l'inflation élevée et des répercussions de la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie", rappelle le quotidien économique. C'est le cas des agriculteurs, qui pro-

testent en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Roumanie. Par ailleurs, plusieurs dirigeants européens, à l'instar du président français, Emmanuel Macron, et du Premier ministre belge, Alexander De Croo, "ont appelé à une 'pause' dans la législation sur le climat". Au contraire, souligne le Financial Times, Bruxelles évoque dans son brouillon la "chance" que la transition "joue un rôle moteur dans les secteurs des technologies propres, stabilise les factures d'énergie, crée les bons emplois de demain, améliore notre qualité de vie et nous protège des pires conséquences des dangers climatiques". Selon Bruxelles, "l'investissement nécessaire pour atteindre cet objectif de 90 % serait 'proche' de 660 milliards d'euros par an de 2031 à 2050" hors transports et remplacement du parc automobile.

BRÉSIL

Trois géants miniers condamnés pour la rupture d'un barrage

Les brésiliens Vale et Samarco et l'australien BHP vont devoir payer 9,5 milliards de dollars d'indemnités après l'effondrement d'un barrage près de la ville de Mariana, en 2015. La catastrophe est considérée comme la pire tragédie environnementale de l'histoire du Brésil. Les sociétés minières Vale, Samarco et BHP devront payer l'équivalent de 9,56 milliards de dollars pour les dommages causés par la rup-

ture en 2015 d'un barrage de résidus miniers au Brésil, a statué un tribunal jeudi. « Les entreprises BHP, Vale et Samarco ont été condamnées à verser des indemnités pour dommages moraux collectifs, en raison de la violation des droits de l'Homme des communautés affectées », indique le jugement. Les trois géants miniers devront payer 47,6 milliards de reais (environ 9,56 milliards de dollars).

A ce montant, il faudra ajouter les intérêts depuis le 5 novembre 2015, date à laquelle s'est produite cette catastrophe meurtrière. Le juge suppléant Vinicius Cobucci, du tribunal fédéral de Belo Horizonte, a ordonné que la somme soit versée à un fonds administré par le gouvernement brésilien et qu'elle soit utilisée pour des projets et des initiatives dans les zones touchées. 700.000 victimes

A la suite de l'accident, « les communautés ont subi des répercussions dans leur logement, leur travail et leurs relations personnelles », mais aussi « des personnes sont mortes » et « il y a eu une dégradation de l'environnement », a-t-il souligné. La demande d'indemnisation individuelle des victimes a été rejetée « pour des raisons techniques ».

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'essor des voitures électriques chinoises place l'UE devant un dilemme

Largement devancée par Pékin dans la course à l'électrique, l'Union européenne ne pourra concrétiser ses objectifs climatiques qu'au prix d'une considérable dépendance à la Chine. Une perspective à laquelle souscrit la Hongrie de Viktor Orban, analyse ce chroniqueur magyar. L'essor des voitures électriques chinoises restreint la puissance économique de l'Union européenne (UE) et sa marge géopolitique. L'UE reconnaît lentement ne pouvoir atteindre ses objectifs climatiques, parmi lesquels l'augmentation de la part de voitures électriques, qu'au moyen d'une signifi-

cative dépendance à la Chine, susceptible d'affaiblir l'industrie européenne et d'augmenter les risques sécuritaires. Cependant, la politique industrielle de l'UE reste incertaine. C'est pourquoi, entre autres, l'engagement de la Hongrie envers les sous-traitants et les fabricants chinois est hasardeux. Les plus grands fabricants de voitures électriques sont chinois. La Chine est le plus grand marché mondial. Les Chinois dominent les secteurs clés de la chaîne d'approvisionnement, parmi lesquels la production de batteries. La Chine a identifié dès les années 2000 les batteries comme technologie déterminante, et a largement encouragé la

fabrication de batteries et de voitures électriques avec des crédits d'État, des investissements ciblés, des déductions fiscales et autres incitations. Parallèlement, les fabricants occidentaux se sont accrochés aux moteurs thermiques. Il a fallu plus de dix ans, la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine pour que les États-Unis et l'UE repensent leur stratégie et empruntent une voie similaire à la Chine. Les perspectives des fabricants occidentaux sur les marchés chinois et européen sont mauvaises. Premier danger, notamment pour les fabricants allemands : perdre des parts sur le

marché chinois, où ils étaient auparavant importants. Volkswagen n'a jamais vendu aussi peu en Chine depuis 2012, mais les ventes de Nissan et de Hyundai chutent aussi lourdement, tandis que les concurrents chinois se renforcent. Crainte d'une guerre commerciale L'autre danger : l'apparition des Chinois sur le marché européen. En 2019, seules 0,5 % des voitures électriques vendues étaient chinoises. En 2023, la part atteignait 8,2 %. Pour l'Europe, c'est problématique non seulement du point de vue du poids de son industrie automobile, mais aussi parce que la transition énergétique coûte chère.

APRÈS TROIS ANNÉES COMPLIQUÉES Intel entrevoit le bout du tunnel

Pour la troisième année consécutive, le champion américain des semi-conducteurs Intel présente des résultats en berne. Mais il entrevoit un solide rebond en 2024, et espère se replacer en tête de la course mondiale dans les technologies de production de puces en 2025. Après trois années compliquées, Intel entrevoit le bout du tunnel © Intel Le directeur général, Pat Gelsinger, fier d'avoir stoppé la dégringolade d'Intel Le déclin d'Intel se poursuit pour la troisième année consécutive. En 2023, le champion américain des semi-conducteurs, roi des microprocesseurs X86 au cœur de l'écrasante majorité des PC, serveurs et supercalculateurs, affiche un chiffre d'affaires en contraction de 14% à 54,2 milliards de dollars, inférieur de 30% à son pic de 77,9 milliards de dollars en 2020. Côté rentabilité, il sauve les meubles de justesse avec un bénéfice d'exploitation de 93 millions de dollars, grâce à un sévère plan d'économie de 3 milliards de dollars sur l'année écoulée.

POUR LA PREMIÈRE FOIS
DEPUIS LONGTEMPS

Une Toyota ne serait plus la voiture la plus vendue au monde

Pour la première fois de l'histoire, une voiture électrique est la plus vendue au monde. Et par la même occasion, Toyota n'est plus leader. 23 ans de règne prennent fin. La Toyota Corolla affichait une domination outrageuse des ventes au niveau mondial mais elle n'a pas tenu face à la vague SUV. Le RAV4 a pris le relais devenant le numéro un à l'échelle planétaire. Mais Toyota n'est plus en tête. L'année dernière, c'est une voiture électrique qui a pris le dessus grâce à des performances de ventes assez impressionnantes sur les trois marchés majeurs : USA, Europe et Chine. L'auto en question est d'ailleurs produite à grande échelle dans chacune des trois régions.

Tesla devant Toyota

En 2023, la voiture la plus vendue au monde est donc le Tesla Model Y qui s'est écoulé à 1,23 million d'exemplaires. Sans connaître encore les résultats de Peugeot, le Model Y se rapproche des ventes mondiales de nos marques françaises en comptant tous leurs modèles ! Une vraie performance qui était en 2023 due notamment à l'absence de concurrence en Europe et aux Etats-Unis où le "big three" s'est montré particulièrement inactif dans le segment compact. Le RAV4 ne démerite pas mais se retrouve relégué à la seconde place avec 1,07 million d'unité devant la Corolla avec 1,01 million de livraisons. Le Model Y a donc pris le large mais il aura la vie bien plus dure en 2024 puisque les Chinois et les Européens multiplient les lancements de modèles concurrents sur leur propre sol.

La Model 2 pour prendre le relais ?

En 2023, la progression des ventes de Model Y a dépassé les 63 %. Une ascension fulgurante qui pose toutefois question : combien de temps encore Tesla peut-il performer avec seulement deux véhicules réalisant la quasi totalité des ventes ? Celles de la Model 3 devraient par ailleurs logiquement commencer à se tasser, même si le restylage lui donnera probablement un nouvel élan dans les mois à venir.

La réponse sera peut-être la nouvelle compacte électrique accessible que Tesla avait déjà annoncée en 2020 et qui n'a pour l'instant pas vu le jour. Promise à 25 000 dollars à cette époque par Elon Musk, elle n'a pas encore trouvé le chemin de la production mais cela pourrait bouger dès l'année prochaine. D'ici là, Elon Musk attend de Tesla une nouvelle année de progression pour doubler notamment Audi, qui a fini de justesse devant la marque américaine en 2023 dans le monde.

L'EUROPE SOMMÉE D'AGIR

Les feux LED sont devenus un problème pour nos yeux sur la route

Une récente étude menée dans plusieurs pays tendrait à montrer que nombre d'automobilistes sont incommodés par les feux LED sur la route. Au point de créer des situations parfois dangereuses. L'Europe pourrait agir et calmer les ardeurs des constructeurs.

Il n'y a, à l'heure actuelle, aucune réglementation réellement claire et restrictive sur les éclairages des véhicules lors de l'homologation. L'Europe avait d'ailleurs élargi le champ des possibles pour les constructeurs qui peuvent désormais s'amuser un peu plus avec des signatures lumineuses distinctives et des calandres rétroéclairées. Mais cet amoncellement de diodes électroluminescentes commence à poser problème sur la route. A l'inverse des phares halogènes qui disposaient de miroirs permettant d'orienter la lumière à l'avant du véhicule, les LED des feux actuels sont directement orientés vers l'avant, et vers les yeux des autres automobilistes. Plus puissantes, plus blanches et donc plus novices pour l'oeil comme l'avait déjà expliqué il y a quelques années un colloque d'ophtalmologistes. Une récente étude portée sur une petite dizaine de pays européens soulève à nouveau ce problème : Pays-Bas, Royaume-Uni, tous font le même constat. Une donnée en particulier interpelle : 66 % des interrogés expliquent ne jamais trop savoir si le véhicule d'en face est en feux de croisement ou en plein phares, tant la puissance du faisceau est grande. Ceci s'explique en partie par la température "froide" des LED par rapport aux halogènes : à intensité lumineuse équivalente, les lumières froides donnent l'impression d'être plus puissantes que des lumières chaudes tendant vers le jaune.



Eblouis, trop souvent

Si les constructeurs automobiles ont été obligés de calmer le jeu sur le plan mécanique pour répondre aux normes CO2, ils se sont en revanche lâchés sur les écrans à bord et l'éclairage. Les sources de distraction dans les véhicules (alertes de conduite en tout genre, numérisation de l'instrumentation, affichage tête haute, grands écrans tactiles...) sont nombreuses et même si le régulateur impose des normes (la législation réglemente cette puissance lumineuse à 2 000 lumens par projecteur en l'absence de lave-phares, et à 3000 lumens par projecteur si la voiture en est équipée), la hauteur, l'intensité au centre du faisceau et la lumière bleue émise par les LED et nocive pour les

yeux restent problématiques.

En outre, l'étude précise que les feux avant ne sont pas les seuls à poser problème : feux Stop, antibrouillards et même clignotants sont parfois trop puissants et éblouissants pour les usagers de la route !

L'intensité lumineuse n'est pas la seule cause qui explique les résultats de cette étude. Le positionnement des phares est également important : avec la démocratisation des SUV, les calandres sont plus verticales que jamais et les feux sont placés de plus en plus haut. Ceux qui roulent encore dans des berlines se retrouvent donc éblouis par des phares les surplombant.

L'Europe va-t-elle agir ?

Ces sources lumineuses posent des problèmes de sécurité. Eblouis par un phare, un automobiliste peut mettre jusqu'à 9 secondes avant que l'oeil ne réadapte sa vision à la nuit. 9 secondes, c'est long ! Les associations européennes d'automobilistes (TCS en Suisse, RAC en Angleterre, ANWB aux Pays-Bas, ADAC en Allemagne...) "discutent depuis un certain temps avec les constructeurs automobiles sur l'adaptation des blocs optiques et demandent désormais également à la Commission européenne d'envisager des réglementations pour un éclairage sûr des voitures". Nous verrons si elles sont entendues dans les mois à venir.

VOLKSWAGEN GOLF RESTYLÉE (2024)

La star devient-elle ringarde à 50 ans ?

Déchue depuis 2022 de son titre de "voiture préférée des Européens", la Volkswagen Golf 8 restylée possède-t-elle toujours de quoi plaire alors que sa soeur électrique ID.3 vient de baisser ses prix ?

Fini le temps où la Volkswagen Golf dominait systématiquement le marché européen. Leader des ventes sur le Vieux Continent de 2008 à 2021, la compacte allemande vit une carrière plus compliquée depuis son passage à la huitième génération de modèle en 2019. Gênée par la crise du covid-19 et handicapée par des problèmes logiciels qui ont eu des conséquences catastrophiques pour tout le groupe Volkswagen sur les nouveautés lancées à cette période, cette huitième mouture de la Golf a également déçu par rapport à la précédente génération sur le plan de la qualité perçue, en recul à l'intérieur sur certains points de finition. Elle demeure pourtant de très loin la compacte la plus vendue d'Europe en 2023 mais se fait désormais battre par le Tesla Model Y, des citadines et son frère SUV le T-Roc.

Les carottes sont-elles cuites pour cette Golf qui fête cette année ses cinquante ans d'existence ? Pas si vite : elle représente toujours des volumes de ventes énormes et reçoit enfin son restylage de mi-carrière. A cette occasion, les designers de



la marque de Wolfsburg ont tâché de répondre à ceux qui trouvaient la précédente mouture trop timide voir franchement fade. La voilà pourvue d'un bouclier avant à l'ouverture généreuse, ressemblant à celui de la dernière Passat. Les optiques (et les feux arrière) évoluent aussi un peu et la signature lumineuse inclut désormais le logo « VW » sur la calandre. Dans sa finition R-Line au design faussement sportif, la Golf arbore un bouclier aux ouvertures béantes et en partie factices pour faire croire à tout le monde que vous roulez dans un modèle très puissant. Les modifications paraissent plus notables à l'intérieur avec une planche de bord entièrement re-

dessinée. L'ancien panneau intégrant les deux écrans laisse la place à un ensemble différencié avec d'un côté le nouveau « Digital Cockpit Pro » de 10,2 pouces servant de combiné d'instrumentation entièrement numérique et, sur la console centrale, un écran tactile de 10,4 pouces en entrée de gamme ou 12,9 pouces sur les finitions supérieures. L'écran central fonctionne, comme celui des récentes Passat de neuvième génération et autres Tiguan de troisième génération (mais aussi les dernières Skoda Superb et Kodiaq), avec la nouvelle interface MIB4 présentée comme plus efficace et intuitive que l'ancienne très critiquée depuis les débuts de la Golf 8, intégrant au passage le fameux outil ChatGPT

dans son système d'assistance vocale. On trouve aussi des boutons physiques sur le volant à la place des délicates commandes tactiles du précédent modèle tant décriées elles aussi.

La présentation y gagne mais la qualité de finition ne semble pas pour autant progresser beaucoup, même s'il faudra étudier de plus près l'auto lors d'un véritable essai (le temps très limité lors de cette présentation statique nous a obligés à privilégier le tournage de la vidéo). Côté habitabilité, les places arrière ne changent pas (elles demeurent généreuses) et le coffre reste à 380 litres (ou 272 litres seulement en version hybride rechargeable).

La Golf restylée possède de nombreuses variantes essence (115, 150 et 204 chevaux), essence à hybridation légère (115 et 150 chevaux), diesel (115 et 150 chevaux) et à hybridation rechargeable (204 et 272 chevaux), mais toutes ne seront pas commercialisées en France (le détail des versions disponibles chez nous arrivera plus tard). Du côté des modèles sportifs, la GTI reste au catalogue avec un bloc essence turbo poussé à 265 chevaux et les déclinaisons GTI Clubsport et R à quatre roues motrices reviendront aussi dans un second temps. Reste aussi à connaître les prix de cette Golf restylée dont la commercialisation démarrera au printemps chez nous.

APRÈS AVOIR ATTAQUÉ MICROSOFT AVEC SUCCÈS

Le groupe russe vient de piéger un autre géant US de la Tech

Des cybercriminels russes sont parvenus à pénétrer dans les serveurs de messagerie de Hewlett Packard Enterprise, un autre géant de la Tech. L'attaque provient du même groupe qui avait piégé Microsoft un peu plus tôt.

Après Microsoft, qui a révélé le week-end dernier avoir été piratée, c'est au tour de Hewlett Packard Enterprise (HPE) d'être piégée par des hackers. La multinationale américaine, qui gère les activités cloud, logiciels, réseau et serveurs de l'entreprise depuis sa scission avec HP, a été victime du même groupe cybercriminel, soutenu par Moscou, que Microsoft.

Hewlett Packard Enterprise, piégée par le même groupe que Microsoft...

Conformément à la loi, Hewlett Packard Enterprise a signalé l'attaque à l'agence américaine de réglementation et de contrôle des marchés financiers, la Securities and Exchange Commission. Dans un rapport daté du 19 janvier 2024 et révélé le 24 janvier, l'entreprise explique avoir été informée, le 12 décembre 2023, d'une attaque informatique provenant d'un groupe rattaché à un État-nation. Le groupe est connu sous de multiples noms. On l'appelle aussi bien Midnight Blizzard que Cozy Bear, APT29 ou Nobleium. Le collectif est clairement affilié au Kremlin, qui le soutient financièrement et qui l'aide à mener à bien sa mission de collecte d'informations auprès



de grandes entreprises ou institutions occidentales. Comme pour Microsoft, HPE n'a pu que constater un accès non autorisé à son environnement de messagerie cloud Microsoft 365. Et, cerise sur le gâteau, la cyberattaque provient du même groupe que celui qui a frappé la firme à la fenêtre. Hewlett Packard Enterprise, qui a communiqué sur l'incident, indique avoir découvert tardivement qu'un hacker a pénétré dans un « petit pourcentage de boîtes e-mail » de personnes de

l'entreprise rattachées aux divisions cybersécurité et business notamment.

...et attaquée de la même manière, avec les mêmes conséquences

Autant dire, donc, que les pirates ont pu mettre la main sur des données sensibles. Le groupe Midnight Blizzard fait en tout cas des ravages. Il était déjà impliqué dans l'impressionnante campagne de piratage SolarWinds en 2021, et semble

s'être mis en quête, pour l'agence russe de collecte de renseignements, le SVR, d'informations sur d'imposants acteurs américains de la Tech. Pour le moment, l'entreprise HPE continue de mener l'enquête, mais elle affirme aujourd'hui que les acteurs malveillants ont commencé à exfiltrer des données dès le mois de mai 2023. La société ignore, pour le moment, s'il s'agit d'une attaque directement liée à celle de Microsoft.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

les investissements de Microsoft, Alphabet et Amazon examinés par les autorités américaines

La Federal Trade Commission (FTC) vient de lancer un examen des investissements IA de plusieurs géants américains. Alphabet, Amazon et Microsoft sont ainsi montrés du doigt. L'IA générative est devenue un secteur dans lequel chacun des géants de la tech américaine veut s'imposer. Et pour cela, le moyen privilégié semble être le partenariat avec des start-ups travaillant le sujet depuis plusieurs années, à l'image du lien entre Microsoft et OpenAI. Des liens fructueux, mais qui sont de plus en plus interrogés par les pouvoirs publics, que ce soit chez nous en Europe, ou de l'autre côté de l'Atlantique.

Les relations avec Anthropic et OpenAI interrogées

Le lien entre Microsoft et OpenAI est

bien connu. Mais la firme fondée par Bill Gates n'est pas la seule à avoir forgé ce genre d'attache. Son concurrent Alphabet (Google) a, lui aussi, cherché une entreprise extérieure avec laquelle travailler, malgré le développement de Bard. Le groupe californien a ainsi investi 2 milliards de dollars dans Anthropic, à l'origine de l'IA Claude. Cette dernière a tellement de succès qu'elle a par ailleurs aussi reçu 4 milliards de dollars d'Amazon. Des relations qui pourraient amener à des distorsions à la concurrence, raison pour laquelle le régulateur de la concurrence américain vient de lancer un examen. « Alors que les entreprises se lancent dans une course au développement et à la monétisation de l'IA, nous devons nous prémunir contre les tactiques qui verrouillent cette opportunité » a ainsi

indiqué Lina Khan, la patronne de la FTC. Les entreprises ont 45 jours pour répondre. « Notre étude permettra de déterminer si les investissements et les partenariats poursuivis par les entreprises dominantes risquent de fausser l'innovation et de nuire à la concurrence loyale » a-t-il par ailleurs été ajouté. Les entreprises sollicitées ont 45 jours pour répondre aux questions de la FTC, qui veut obtenir des détails sur de nombreux sujets comme les investissements, les nouveaux produits développés ou les analyses de marchés élaborées par les différentes sociétés. Pour rappel, la commissaire de la Federal Trade Commission Lina Khan s'était fait connaître avant sa nomination pour sa critique de la position dominante sur les marchés des GAFAM, et notamment de celle de Google sur le marché des moteurs de recherche.

SELON LE MAIRE DE NEW-YORK

Les réseaux sociaux, un «danger pour la santé publique»



Le maire de New-York Eric Adams s'est exprimé publiquement sur les réseaux sociaux. Et de manière assez rude, puisque la ville qu'il préside les considère dorénavant comme « toxiques. »

La question de l'impact des réseaux sociaux sur le public, et plus particulièrement, sur les plus jeunes, est un sujet de plus en plus présent dans le débat, en Europe comme aux États-Unis. Et dans ce pays, des initiatives locales commencent à naître pour combattre une influence considérée comme délétère, à l'image de la plainte lancée l'an dernier par des établissements scolaires de Seattle. Aujourd'hui, c'est le maire de New-York qui se lance dans la bataille. New-York reconnaît officiellement la dangerosité des réseaux sociaux

La ville de New-York vient de faire un pas peut-être historique. Car elle est la première des États-Unis à officiellement reconnaître les réseaux sociaux comme un « danger pour la santé publique. » C'est le maire Eric Adams qui a fait cette annonce, lors de son discours annuel sur l'état de la ville (State of the City address).

Il s'est appuyé pour ce faire sur le jugement du patron du Département de la santé de la ville, le docteur Ashwin Vasan. Pour ce dernier, des applications comme TikTok ou Instagram génèrent des « environnements toxiques » pour les enfants et les adolescents.

Et maintenant ?

Dans un post sur son compte X, Eric Adams a indiqué inscrire son action dans les pas de l'Administrateur de la santé publique des États-Unis Vivek Murthy, qui, sous le mandat de Barack Obama puis de Joe Biden, a mené plusieurs combats contre les armes et le tabac. Il n'a pour le moment pas détaillé les actions qu'il comptait mener contre ce danger.

Twitter tweet

Si les autorités publiques n'ont pas encore décidé de contraintes légales, certains géants des réseaux sociaux ont par contre eux déjà annoncé la mise en place de mesures, comme celles de Meta destinées à protéger les mineurs. Une façon de prendre de vitesse les politiques, qui sont de plus en plus sollicités sur le sujet ?

Mots fléchés

Agent des impôts	↓	Révolte de marmot	↓	Genre musical	Genre de fauteuil	Résidu pétrolier	↓	Retirée	↓	Pour l'Italie	Célèbre anonyme	↓	Copie conforme
Emprisonnements		Préfecture normande				Aveuglées		Instrument à cordes			Mirette		
	→		↓		↓	↓		↓		↓	↓		↓
Type de société	→		Arme de Tell	→								Règles	
Discipline			Petit rongeur									↓	
	→		↓							Après vous	→		
										Escompter			
Forme des dirigeants	→			Plaine d'Italie	→		Gaz rare		Patron des orfèvres	↓			
Langue du sud				Article de souk									
	→		Arrosé par la Marne	→	↓		↓	Bout de squelette	→		Id est	→	
								Élue du calendrier			Argon en équation		
Voyagea sur place		Précipitations	→					↓	Allure de cheval	→	↓		Laminoir
		Tordues							Myriapode				
	→	↓		Râtelier	→				↓			Semelle intérieure	↓
				Pour l'Équateur									
Presse	→			↓	Fille à maman	→					Pour professeur	→	
Monarque					Désinence verbale						Ronfler		
	→				↓						↓		
						Distrain		Babine	→				
								Fragile					
Dulcinée	Saint de la manche	→		Dieu d'Egypte	→	↓	Instruits	→	↓				
	Aspiration			Ceindre			Carte maîtresse						
	↓			↓	Loup de mer	→	↓			Condition	Organisation mondiale de la santé	→	
					Nimbe								
Direction de Nice	→		Casiers	→	↓					↓	Vieille copine	→	
Entrevue											Hôtels de villes		
	→							Couronne	→		↓		Longue période
								Ame					
En la matière	→		Ville de Mayenne	→			↓			Nid d'aigle	→		↓
Métal										Note en marge			
	→		Charge-ments	→					Expulser	→			
			Contribution										
Auto école en bref	→	↓	Cobalt du chimiste	→		Favorable	→				Roue à gorge	Issu des umes	
Enduire			Monnaie suédoise								↓	↓	
	→		↓					Île des mélomanes	Faisait voir rouge	→			Strontium du labo
État d'Asie	→						Virtuels	→	↓				↓
Célébrer													
	→				Saison des bains	→			Fumé	→			

La production de gaz a atteint un niveau record en 2023

La major énergétique russe Rosneft a produit un volume record de 106 milliards de mètres cubes de gaz naturel en 2023, a déclaré samedi un haut responsable de la compagnie. En 2022, Rosneft a produit 74,4 milliards de mètres cubes, ce qui constitue également un record. Le responsable a également déclaré que les réserves d'hydrocarbures de Rosneft s'élevaient à 21 milliards de tonnes métriques d'équivalent pétrole. APS



PÉTROLE

Le Brent au plus haut depuis début décembre

Les cours du pétrole se sont tendus en fin de séance vendredi et ont fini en hausse après l'attaque d'un tanker britannique en mer rouge. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est élevé de 1,35%, à 83,55 dollars, au plus haut depuis début décembre en clôture. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a lui pris 0,84%, à 78,01 dollars, une première en clôture depuis deux mois et demi. La séance avait démarré dans le rouge, l'or noir ployant sous des prises de bénéfices après la remontée des derniers jours. Le WTI a ainsi cédé jusqu'à 1,68%, avant que la tendance ne s'inverse.

ESPAGNE

Plus de 2,8 millions de personnes inscrites au chômage au 31 décembre 2023

Le taux de chômage a reculé l'an dernier en Espagne pour atteindre 11,76% de la population active fin décembre, contre 12,87% fin 2022, selon des chiffres officiels publiés vendredi. Selon l'Institut national de la statistique (INE), 2,83 millions de personnes étaient inscrites au chômage au 31 décembre dans la quatrième économie de la zone euro. C'est "193.400 de moins" qu'il y a un an, précise l'organisme public. Ce chiffre a été atteint à la faveur d'une légère baisse du nombre de demandeurs d'emplois au quatrième trimestre (-24.600), principalement chez les femmes (-23.400) qui a permis d'effacer en partie le rebond du trimestre précédent, souligne l'INE.

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Algérie convoque une réunion du Conseil de sécurité sur la décision de la CIJ

L'Algérie a convoqué une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, pour mercredi prochain, afin de conférer un caractère obligatoire à la décision de la Cour internationale de justice (CIJ), concernant les mesures conservatoires imposées à l'occupation sioniste pour ses attaques contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dès qu'elle a reçu ces instructions, la mission de l'Algérie à New York a entamé d'intenses consultations en vue de préparer la réunion du Conseil de sécurité concernant la décision de la CIJ. Une réunion restreinte a été tenue à la mission algérienne, en présence du représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, ainsi que des représentants de la Palestine et de l'Afrique du Sud.

A l'issue de cette réunion, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a participé à une réunion d'urgence du Groupe arabe à New York, consacrée à l'examen des mesures pratiques nécessaires à prendre suite à la décision de la CIJ. Lors de cette réunion, l'ambassadeur Bendjama a informé ses homologues du Groupe arabe de l'intention de l'Algérie de convoquer, pour mercredi prochain, une réunion du Conseil de sécurité sur ce sujet. A cet égard, les ambassadeurs arabes ont exprimé leur appréciation des efforts incessants de l'Algérie pour défendre la cause palestinienne, notamment au sein du Conseil de sécurité, faisant part de leur plein soutien à la proposition de l'Algérie portant tenue de cette réunion. Il a, également, été décidé de soumettre un projet de résolution au Conseil de sécurité à la lumière des développements provenant de La Haye.

Le diplomate algérien poursuit ses consultations avec de nombreux représentants d'Etats, en particulier ceux membres du Conseil de sécurité, afin d'assurer une préparation optimale de cette réunion qui constituera la première pierre d'une série de mesures ultérieures visant à mettre fin aux pratiques de l'occupant sioniste qui se croit, à tort, intouchable et inexpugnable. La Cour internationale de justice (CIJ) avait ordonné, vendredi, à l'occupant sioniste de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher des actes de génocide contre les Palestiniens et améliorer la situation humanitaire dans la bande de Ghaza. La décision a été rendue lors d'une audience tenue par la CIJ à La Haye (Pays-Bas), au sujet de la demande de l'Afrique du Sud de prendre des mesures conservatoires dans le cadre de la saisine déposée contre l'entité occupante pour "actes de génocide".

CAMPAGNE DE DÉVASEMENT DES BARRAGES 2020-2025

Plus de 30 millions m³ de vase seront enlevés

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a annoncé, jeudi à Alger, que la campagne de dévasement des barrages, lancée en 2020 et qui se poursuivra jusqu'au 2025, visait à enlever plus de 30 millions de m3 de vase, ce qui permettra d'assainir ces barrages et d'en augmenter la capacité de stockage. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, à l'Assemblée populaire nationale

(APN), présidée par M. Moundir Bouden, vice-président de l'Assemblée, le ministre a précisé que la campagne de dévasement des barrages 2020-2025, concernait plusieurs wilayas. « Au terme de la campagne, 30 millions de m3 de vase auront été enlevés, ce qui permettrait d'augmenter la capacité de stockage de ces barrages », a-t-il dit. Répondant à la question du député Zairi Hassan

(Indépendants), relative à l'entretien des barrages, M. Derbal a fait savoir que la gestion des barrages à travers leur assainissement permettait d'en augmenter la capacité à fournir l'eau potable et l'eau d'irrigation agricole, ajoutant que l'opération se poursuivra dans le cadre du programme du secteur qui vise à enlever la plus grande quantité de vase au niveau des barrages.

ASSURANCES

La suppression de la TAP permettra aux sociétés d'investir davantage

Les mesures fiscales de la loi de finances 2024, et notamment la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), ont été saluées mercredi à Alger par des professionnels du secteur des assurances, soulignant qu'elles sont à même d'alléger les charges fiscales

sur les compagnies d'assurances, leur permettant ainsi d'investir davantage. Mesure phare de la LF 2024, la suppression de la TAP, consacrée sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à soutenir l'investissement et l'amélioration du climat des affaires et

pour une meilleure inclusion fiscale et financière dans le cadre du soutien à l'économie nationale. Pour le vice-président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Amar Meslouh, la suppression de la TAP qui concerne diverses activités dont le secteur des assurances

"viendra soulager les sociétés d'assurances et de manière substantielle", ajoutant dans une déclaration à l'APS que tous les assureurs "ont très bien accueilli", cette disposition. M. Meslouh, également P-dg de la compagnie l'Algérienne Vie, s'exprimait en marge d'une journée d'information sur

la LF 2024, organisée par l'Association des banques et établissement financiers (ABEF). Il a aussi noté qu'une importante autre mesure a été consacrée par le même texte et qui concerne les assurances Takaful, un segment naissant du marché.

GAZ

La demande mondiale connaîtra une «forte» croissance en 2024

La demande mondiale de gaz devrait connaître une « forte croissance » en 2024 comparé à 2023, soutenue par des prévisions de températures plus froides, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La demande mondiale de gaz devrait augmenter de l'ordre de 2,5% soit de 100 milliards de m3 en 2024, une croissance plus soutenue qu'en 2023 (+0,5%), a

précisé l'AIE dans son dernier rapport trimestriel sur le marché du gaz. « Les températures hivernales plus froides attendues en 2024, comparées aux températures exceptionnellement douces enregistrées en 2023, devraient entraîner une augmentation de la demande de chauffage dans les secteurs résidentiel et commercial », a souligné l'agence.

Après avoir atteint des sommets en 2022, les prix du gaz ont depuis baissé en 2023, « ce qui soutient également la reprise de la demande de gaz », a ajouté l'AIE. « La vitesse à laquelle cette nouvelle demande pourra être satisfaite sera déterminante, d'autant plus que l'offre est limitée et que de nouvelles capacités substantielles de GNL ne seront mises

en service qu'après 2024 », a relevé Keisuke Sadamori, directeur des marchés et de la sécurité énergétique à l'AIE, cité dans le communiqué. L'AIE estime que des « retards dans la construction de nouvelles usines de liquéfaction et les problèmes liés à la disponibilité du gaz d'alimentation dans les projets existants » pourraient ne pas faire croître l'offre avant 2025.